



ISSN 0026-9433

T 2137 - 651 - 8,00 F  
3792137008000 06510  
hédéo

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°651 JEUDI 19 FÉVRIER 1987 8,00 F

## CAMPS PALESTINIENS



## DERRIÈRE L'ACHARNEMENT QUELS INTÉRÊTS ?

### Editorial

**E**NFIN le camp palestinien de Bourj al Barajneh a été ravitaillé, samedi 14 février, mettant fin à la longue famine insoutenable de ses occupants, assiégés par les miliciens d'Amal. Assistons-nous pour autant à la fin de la tragédie que vivent les populations palestiniennes du Liban ? Hélas non ! A l'heure où nous écrivons ces lignes, les camps de Chatila à Beyrouth et de Rachidiyeh à Tyr ne sont toujours pas ravitaillés, et de toute façon le siège et son cortège de morts quotidiens est maintenu sur les trois camps.

Pourquoi un tel acharnement ? De la part du mouvement Amal, la volonté est claire : l'hégémonie politique au Liban passe par l'hégémonie militaire. Amal étant l'allié de la Syrie, son but est d'écraser la puissance militaire palestinienne de l'O.L.P., ou du moins du Fath favorable à Yasser Arafat. Et l'approvisionnement de Bourj al Barajneh, loin d'être un geste de clémence est une composante de cet objectif : il correspond à un sordide marchandage, car il n'a pu être obtenu que contre l'évacuation de positions à Magdarché conquises par les Palestiniens en novembre dernier.

La Syrie est bien sûr la grande gagnante de ces opérations. Hafez el-Assad n'a toujours pas renoncé à son rêve d'une grande Syrie qui inclut au moins un Liban à sa

botte. Il a donc intérêt, tout comme Israël, à l'anéantissement d'une force palestinienne indépendante. Et les autres Etats arabes ? Leur solidarité en parole avec les réfugiés palestiniens, le coup de propagande d'Hassen II proposant le ravitaillement des camps au gouvernement libanais et à Amal ne peut que rassurer nos chers « progressistes » occidentaux qui rêvent encore à l'existence d'une nation arabe dont les Etats s'entendraient pour le bonheur des Palestiniens. Encore que les bonnes consciences de la gauche ne se sont guère exprimées devant un drame qui dépasse la confortable dénonciation du sionisme. Soyons sérieux : la réalité du monde arabe, ce sont des régimes autoritaires, quelque soient les idéologies qui les inspirent, qu'ils soient confessionnels ou non. Si la Syrie et la Jordanie ne veulent pas d'un Etat palestinien indépendant qui générerait leur politique d'expansion territoriale, les autres Etats arabes redoutent, à tort ou à raison, l'exemple que constituerait un Etat laïc et démocratique, tel qu'il est défini dans la charte de l'O.L.P., sur leurs populations respectives.

Et la France dans tout cela ? Mitterrand a eu beau jeu de discourir sur le nécessaire ravitaillement des camps. Ça coûte pas cher et ça rapporte gros pour son image de marque. C'est oublier que le siège des camps se fait sous

les yeux des casques bleus de l'O.N.U., spectateurs passifs du massacre, tout comme l'armée israélienne lors des massacres de Sabra et Chatila. La France, membre du Conseil de sécurité de l'O.N.U., est partie prenante de cette complicité. Rappelons également que les combattants palestiniens ont évacué Beyrouth en 1982 avec la garantie que la Force multinationale d'interposition, dont le plus gros contingent était français, protégerait les populations palestiniennes. Elle n'a jamais agi en ce sens.

Face à ce consensus des Etats de la région contre lui, qui sert bien entendu les deux blocs impérialistes que sont les Etats-Unis et l'U.R.S.S., dont les intérêts sont de soumettre la région à leurs coupes en éliminant les gêneurs, le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même. Et sur la solidarité de tous ceux, dans le monde, que révolte sa situation et qui ne sont pas prêts à entretenir les chimères des solutions étatiques, qu'elles soient indépendantes ou pas. Même si la marge de manœuvre est faible et que rien ne semble possible, ce peu de choix semblent s'offrir aux Palestiniens, la nécessaire solidarité internationale active et concrète qui doit se développer ne peut faire l'impasse sur ces questions. Sous peine, encore une fois, d'agir dans un sens contraire à son but déclaré.

F°P. 2520



## communiqués éditions

### • PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondre antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

### • TOURS

La permanence du groupe « Maurice-Fayolle » de Tours change de jour et d'heure, elle aura lieu dorénavant chaque lundi (sauf pendant les vacances étudiantes), de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la table de presse.

### • HAUTE-SAÔNE

Une liaison est en formation dans la Haute-Saône. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

### • DIJON

Le groupe de Dijon présente une exposition sur la révolution espagnole (1936-1939) en son local « La Mistoufle », 61, rue Jeannin, Dijon. Cette exposition est visible pendant tout le mois de février, le mardi de 18 h à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h. Table de presse et buvette sont assurées à toutes nos permanences.

### • CARCÈS

Une liaison F.A. vient de se créer sur Carcès et sa région (Haut-Var). Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

### • DRAGUIGNAN

Une liaison F.A. vient de se créer sur Dranguignan et sa région (Var). Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

### • GRASSE

Une liaison F.A. vient de se créer sur Grasse et sa région. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

### • LILLE

Centre culturel Benoît-Broutchoux. Souscription au 6 février : A. Mussen (1 500 F).

### • MONTAUBAN

Le groupe de Montauban organise une soirée libertaire le samedi 28 février à Bioule : groupe Vivoux. Table de presse antimilitariste, buvette et sandwichs.

### • GARD

Nous invitons tous les sympathisants du groupe libertaire du Gard à écouter la voix des anarchistes le samedi 21 février, de 9 h à 10 h, sur Radio-Typ (105.6 MHz).

### • PERPIGNAN

Le n°19 de la revue « Infos et analyses libertaires » est paru. Il aborde, bien évidemment, les problèmes qui viennent de secouer la société française.

— Les manifestations et grèves étudiantes, ainsi que les divers conflits sociaux dans le secteur public y sont analysés.

— Les « lois sur les expulsions » y sont passés au crible de la critique libertaire. La position des anarchistes face à ces problèmes (et notamment le cas « Bringuet », militant catalaniste) y est exposée...

— L'interview d'un militant du F.L.N.K.S. en France, de passage à Rivesaltes (P.-O.), ainsi que la position de la Fédération anarchiste sur le problème de la Kanaky y sont abordés.

— Le soutien à Serge Livrozet, éditeur libertaire, injustement poursuivi et incarcéré, vous est proposé...

— Une analyse de la « chanson subversive », agrémentée d'un portrait de Serge Utgé-Royo, vous donnera le « la » des coups de cœur libertaires pour les chanteurs engagés...

— Un article sur l'antimilitarisme, une page d'histoire sur la commune libertaire de Puigcerda (1936-1937), des infos en vrac, de l'humour... et même une B.D. viennent compléter cet « Info » n°19.

Dix francs, en vente à la librairie du Monde libertaire et, pour s'abonner, écrire à C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

### • AFFICHE

Le groupe de Brest a édité une affiche 65 x 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.



### • ENVELOPPES

Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

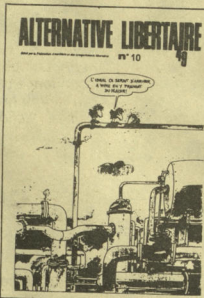
### • AFFICHE



L'affichette ci-contre (60 x 42) est disponible à la librairie du Monde libertaire : en soutien, 5 F ; prix à l'unité : 1 F ; à partir de 10 exemplaires : 0,50 F (l'unité).

### • « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n°10 d'« Alternative libertaire 49 », journal édité par le groupe F.A. d'Angers est sorti. On peut le recevoir contre 2,20 F en timbre ou, encore mieux, en s'abonnant : 20 F pour l'année. Chèques à l'ordre de l'A.D.E.I.R. « Alternative libertaire 49 », c/o groupe F.A., 8, rue de Buffon, 49000 Angers.



## sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Luites : Instituteurs en grève : bilan et perspective, Manifestation, Quand on peut se passer du S.N.I. — PAGE 4, Social : En bref, Les assises paysannes, Quelles formes de grève ? — PAGE 5, Social : Brest, Lutte dans le livre, Nouvelles des blessés du 4 décembre, Le beurre et l'argent du beurre — PAGE 6, Société : De Mac Donald à Stakhanov, Les rapaces de l'audiovisuel, Antimilitarisme — PAGE 7, Dans le monde : Les émeutes d'Alma-Ata — PAGE 8, Dans le monde : Luttes étudiantes au Sénégal — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Danemark, Agenda — PAGE 10, Société : Les femmes et la crise — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture, Spécial copinage, Dessin — PAGE 12, Archives : Emile Masson et la question bretonne (2<sup>e</sup> partie).

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
N°..... Rue.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien  
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre  
Règlement à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

## liste des permanences des groupes f.a.

### • Yvelines

Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

### • Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

### • Val-de-Marne

Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise.

### • Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amélot, 75011 Paris (M° République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

## liste des permanences des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

#### • ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

#### • CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

#### • CÔTE-D'OR

Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistoufle, 61, rue Jeannin, Dijon.

#### • CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

#### • DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

#### • FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

#### • HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

#### • GIRONDE

Groupes « Durruti » et « Pépin-Cadavre » de Bordeaux : permanence tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

#### • HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillotte.

#### • INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires), de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

#### • LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

#### • LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

#### • MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

#### • MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

#### • NORD

Groupe de Lille : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, Lille (M° République).

#### • PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

#### • SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.  
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus un répertoire enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.

#### • VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

#### • VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°

Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°

Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse



INSTITS

# Vers la grève nationale

La coordination nationale des instits en grève, constituée les samedi et dimanche 7 et 8 février, regroupant une trentaine de départements, appellait à une grève nationale les 10 et 12 février. Cette grève fut relativement suivie selon les départements.

C'est surtout le mercredi 11 que la lutte contre le statut des maîtres-directeurs allait être le point culminant de la semaine, avec une manifestation nationale unitaire, à l'appel de l'ensemble des syndicats et de la coordination. Cette démonstration a prouvé que les instits étaient déterminés à faire échec au projet Monory. Près de 60 000 enseignants ont défilé dans les rues de Paris, de l'Opéra à la Nation, pendant plusieurs heures.

La mobilisation pour cette manifestation fut un très grand succès, aussi bien pour les syndicats que pour la coordination elle-même, qui constituait un cortège de plus de 10 000 personnes. Cela faisait des années que pareille chose ne s'était vue. Si Chirac et Monory ne cèdent pas, il est à prévoir que le mouvement se durcira dans quelques temps. La coordination appellait le soir-même de la manifestation à une assemblée générale pour préparer le retour des vacances qui, on l'espère, ne seront pas un frein à la mobilisation. Déjà l'ensemble des délégués des différents départements amenaient des témoignages sur la volonté de leurs collègues à continuer la lutte après les congés scolaires.

Après les vacances

Aujourd'hui, après un mois de lutte, nous pouvons dire que les grèves qui ont commencé à Paris le 12 janvier étaient des grèves de mobilisation plus que des grèves pour gagner. Le prochain rendez-vous est donc bel et bien à la rentrée scolaire de mars.

La F.E.N., par l'intermédiaire de Barbarant (secrétaire général du S.N.I.) et Pommateau (secrétaire général de la F.E.N.), après avoir été reçu par Monory le jeudi 12, a déclaré vouloir continuer la bataille contre le projet de statut des maîtres-directeurs. L'action future

devra, selon la coordination, tendre à une action plus dure que ce qu'elle fut jusqu'à présent. C'est-à-dire qu'il faut envisager une grève nationale des instits, en souhaitant par là même que les bureaucrates syndicaux entendent le message des syndiqués et des non-syndiqués, qui constituent la force de la coordination, et ne s'enferment pas dans des actions inefficaces comme ils l'ont fait jusqu'à présent.

La lutte contre le projet Monory devrait prendre toute son ampleur au retour des vacances. Espérons que l'appel soit entendu, en particulier par les parents d'élèves qui doivent se solidariser avec les grévistes : il faut faire échec à ce projet néfaste qui hiérarchise encore davantage l'éducation. Il y va de l'avenir de nos enfants !

LAURENT  
(Gr. Pierre-Besnard)

Pour tout renseignement, la coordination a installé un répondeur : (16.1) 43.49.66.12. Solidarité avec les grévistes : chèques à l'ordre de Valérie Boukoba (Ecole maternelle, rue Plat, 75020 Paris), C.C.P. n°19 800 24 F, Paris.



ÉDUCATION NATIONALE

# Ni Dieu ni maître-directeur

LES enjeux de cette semaine de lutte (du 9 au 15 février) étaient clairs : réussir la manifestation nationale du 11 et préparer la remobilisation des forces à la rentrée de mars.

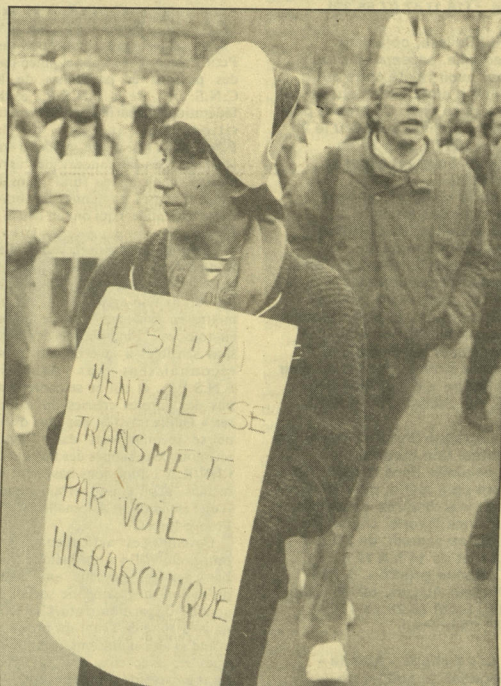
Et hop, Monory...

Incontestablement, la manifestation de mercredi dernier devait être le temps fort de la semaine puisqu'elle était, pour les institutrices et les instituteurs en lutte contre le décret, la dernière possibilité de démonstration de force avant les vacances de février et que, simultanément, sa réussite devait créer les conditions nécessaires à la reprise et à la poursuite de la lutte à partir du 2 mars. De ce point de vue, la cinquantaine de milliers d'enseignants qui se sont rassemblés le 11 devant l'Opéra ont tenu le pari tant par le nombre que par la détermination, réaffirmée tout le long du cortège, à travers les mêmes slogans énergiques et anti-hiérarchiques que l'on trouvait déjà lors de la marche du 4 février. Autre point commun avec l'action du 4, l'unité enfin retrouvée qui rassemblait la F.E.N., le S.G.E.N.-C.F.D.T., le S.N.U.D.I.-F.O. et la coordination nationale des instituteurs.

Pour autant, le gouvernement n'a toujours pas cédé et c'est avec obstination que le ministre de l'Éducation nationale a réaffirmé sa volonté lors d'une entrevue, le jeudi 12, avec les représentants de la F.E.N. Pourtant, le pari tenu par lui quant au pourrissement du mouvement ne semble pas encore gagné, loin s'en faut !

...plus haut que Devaquet ?

Le deuxième objectif de la semaine passée consistait à s'appuyer sur l'importance et la détermination de la manifestation du 11 afin d'utiliser les derniers jours avant les vacances à préparer la rentrée et la reprise de la lutte. La coordination nationale du 12 a lancé un appel dans ce sens, en affirmant sa volonté de « poursuivre l'action au-delà des vacan-



ces... ». Dès lors, « elle estime que seule la grève générale de tous les instituteurs permettra de gagner contre Monory-Chirac ». Elle demande aux organisations syndicales de « prendre toute leur place dans ce combat en appelant à la grève générale ».

Quant au S.N.I., il a précisé le jour-même, par la voix de son secrétaire général, qu'il envisageait la reprise des grèves après les vacances et une extension du mouvement de contestation à d'autres secteurs de l'Éducation nationale pouvant éventuellement converger avec une action générale de l'ensemble de la fonction publique.

Les journées de jeudi et vendredi ont donc été consacrées à la

préparation des actions, qui permettront après les vacances de construire la grève générale, et au renforcement des coordinations départementales et nationale.

Cependant, l'issue de la lutte demeure incertaine pour les instits dont la marge de manœuvre est très réduite entre la fermeté d'un gouvernement qui joue son avenir et les élections prochaines, et l'indifférence — voire l'hostilité — de parents qui se montrent souvent tout aussi incompréhensifs vis-à-vis des problèmes des enseignants que vis-à-vis de ceux de leurs propres enfants, et l'attentisme d'appareils syndicaux beaucoup plus préoccupés par les manœuvres politiciennes et les échéances électorales que par les intérêts de la profession qu'il prétendent défendre.

Et si ce mouvement, engagé depuis maintenant plus d'un mois, conserve le caractère ambigu d'une lutte défensive ; s'il ne remet pas encore en cause l'autorité hiérarchique de l'inspecteur qui n'est que trop réelle quant aux contenus pédagogiques et à la notation ; s'il ne débouche pas encore sur un projet offensif quant à l'organisation des équipes pédagogiques, des programmes et des rapports parents-enseignants-enfants (1), il n'en demeure pas moins que faire reculer le gouvernement sur le statut des maîtres-directeurs, c'est aussi et surtout créer les conditions favorables pour les luttes ultérieures qui porteront nécessairement sur les suppressions de postes (800 cette année) et sur les salaires.

Mais c'est dans la logique même de la lutte, par la détermination et la volonté d'unité dont ils ont fait preuve, que les enseignants du primaire trouveront les conditions nécessaires pour bousculer les pesanteurs syndicales et contraindre un gouvernement qui, décidément, ne comprend rien hormis la force.

PHILIPPE  
(Gr. Sabate)

(1) Cf. l'article de L. Legrand : « Ecoles, direction, et blocage », publié dans le « Monde » du 11 février 1987, p. 2.

PATRICK (Gr. d'Angers)

# Quand on peut se passer du S.N.I...

DEPUIS plusieurs semaines, la lutte contre le statut de maître-directeur est donc engagée entre l'écrasante majorité des instituteurs et le gouvernement. Rappelons que les trois principaux syndicats d'instituteurs (S.N.I., S.G.E.N., F.O.) ont condamné ce projet et appelé à la mobilisation face à celui-ci. Mobilisation, vous avez dit mobilisation ? Voire ! Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du puissant S.N.I. a beau roulé les mécaniques à la télévision, il est évident que la direction nationale de ce syndicat traîne des pieds face à ce qui devrait paraître évident à tout un chacun, au vu de l'actuelle mobilisation dans les écoles et la plupart des départements : l'organisation de grèves tournantes par département ou académie ou pire, la grève générale illimitée au mieux.

N'en demandons néanmoins pas trop à des syndicats dont l'unique besogne consiste depuis des années à affrêter des cars pour les manifs annuelles et à passer son temps dans les couloirs ministériels. Il y a quand même quelque temps que nous ne croyons plus au Père Noël à ce sujet. M'enfin, bon gré mal gré, les sections départementales du « tout-puissant-syndicat-majoritaire » organisent un peu partout des grèves tournantes par journée et appellent à la mobilisation.

Partout ? Non, car il reste quelque part en France une poignée « d'irréductibles-réformistes-communistes-rénovateurs-liquidateurs » retranchés à la direction départementale du S.N.I. C'est le bureau du S.N.I./Maine-et-Loire. Les faits : alors que depuis plus d'un semaine, les grèves tournantes sont organisées dans les écoles des départements limitrophes par les sections S.N.I. et ce dans l'unité syndicale, le S.N.I.-49 réunit un conseil syndical où il est décidé, en serrant très très fort les poings, d'organiser des grèves tournantes... oui mais, secteurs par secteurs et le samedi seulement ! On croit rêver ! Et ce malgré l'occupation de l'Inspection académique par plusieurs centaines d'instits réunis quelques jours plus tôt, par téléphone et en quelques heures à l'appel du S.N.I., du S.G.E.N. et de F.O.

Blocage des dirigeants syndicaux

Face à cette overdose de volonté de lutte, la riposte s'organise. A la manif du mercredi 4 février, qui réunit quelques 1 500 manifestants, le S.G.E.N.-C.F.D.T. appelle à la tenue immédiate d'une assemblée générale sur les marches de l'Inspection académique bouclée par les flics, assemblée générale qui doit décider des suites du mouvement sans attendre les « luttes » du S.N.I. prévues aux calendres grecques. Les conseillers syndicaux Ecole émancipée du S.N.I. soutiennent à fond cette proposition. Le micro est laissé à ceux qui veulent s'exprimer. Le débat est plus que vif. Insultes entre les animateurs de l'assemblée générale et les dirigeants du S.N.I., se sentant débordés. Proposition est faite de tenir des réunions dès le lendemain dans les écoles pour discuter de la suite de la lutte et réunir l'après-midi une assemblée générale de délégués de toutes les écoles du département, sur le temps de travail. Les neuf dixièmes des 800 manifestants qui restent alors votent cette proposition. Le bureau du S.N.I. ne veut rien entendre.

Le jeudi après-midi, 250 délégués, représentant 163 écoles et 765 mandats, se réunissent à la Bourse du travail d'Angers. Débats. Votes. Le S.G.E.N.-C.F.D.T. apporte son soutien à la coordination et met à sa disposition l'infrastructure du syndicat : locaux, routage presse, matériel divers, préavis de grève... A la majorité des mandats, les propositions du conseil national du S.N.I. sont repoussées et l'organisation de grèves tournantes jour après jour, dans tout le département, par secteur géographique, est retenue. Le bureau du S.N.I. persiste, signe, et annonce qu'il ne variera pas.

C'est l'épreuve de force entre la coordination et les bureaucrates du S.N.I. Un bureau de la coordination est élu : 20 membres (7 du S.N.I., 6 du S.G.E.N., 7 non-syndiqués) contrôlables et révocables à chaque assemblée générale. Quant à F.O., elle s'est complètement effacée et semble avoir glissé dans les oubliettes du mouvement. Nous en étions là, le samedi 7 février.



## en bref...en bref...

• Pour être au courant de l'actualité sur les droits de l'homme, la Ligue des droits de l'homme tient un journal téléphonique 24 h sur 24 h au (16.1) 47.07.41.14. Pour tout contact : L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris (tél. : [16.1] 47.07.56.35).

• Gil Delisse, objeteur insoumis, passera en procès pour avoir rejeté cette autre forme d'embrigadement qu'est le service civil. Ce procès pour délit d'opinion aura lieu le 25 mars 1987 à 13 h 30 au Tribunal correctionnel de Pontoise.

Pour le soutien, on peut envoyer des lettres individuelles, des pétitions, des télégrammes en demandant la relaxe et l'arrêt immédiat des poursuites contre les réfractaires au tribunal correctionnel, 2, place Nicolas-Flamel, 95300 Pontoise. Les doubles et les demandes d'infos sont à envoyer à « Noir et Rouge », c/o « Chez Félix », 65, rue Bichat, 75010 Paris.

• « Attaque Sonore » ouvre ses portes. Une librairie spécialisée dans le rock, punk, hard-core métal, pour trouver tous vos disques, cassettes, fanzines favoris. Ouvert du lundi au samedi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. « Attaque sonore », 3, rue Docteur-Augros, 69005 Lyon (tél. : [16] 78.28.28.40). M° Saint-Paul.

• Les éditions « Acratie » viennent de publier un ouvrage : « Etat des Lieux : et la politique, bordel ! », réalisé par « Courant Alternatif » (O.C.L.), 80 F (frais de port compris). Pour infos : Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex.

• Le n°63 de « Courant Alternatif » vient de paraître. Au sommaire : la S.N.C.F. (interviews de roulants), les retombées de Tchernobyl en U.R.S.S. (première partie)... Prix : 15 F. Abonnement : 140 F. Pour infos : Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

INCONTESTABLEMENT, les récentes grèves des services publics, notamment à l'E.D.F. et à la S.N.C.F., nous amènent, une fois passée la tempête de ces mouvements, à nous poser un certain nombre de questions.

D'abord, relevons quelques faits marquants : la combativité de travailleurs qui refusent aujourd'hui un type de discours largement véhiculé par les médias, discours incitant à la solidarité nationale, à une vision inter-classiste de la société, à une solution économique à la crise basée sur le « sursaut national ». La revendication salariale permet à ce sujet de casser ce cercle médiatique infernal nous présentant d'un côté l'abbé Pierre distribuant ses hosties en chocolat et de l'autre ces « salauds de nantis de fonctionnaires... », le tout laissant bien sûr dans l'ombre quelques centaines de familles déclarant plusieurs milliards de francs d'impôts sur le revenu.

Événement important donc ce refus implicite du consensus national. Autre point éminemment capital : c'est bien sûr le souci, le besoin de démocratie directe, de pouvoir des assemblées générales, qui ont émané de cette grève des cheminots comme de la lutte des étudiants et des lycéens en décembre.

Des appareils syndicaux à la traîne, frigorifiés devant ces mouvements qui remettaient en cause leurs sempiternelles et inutiles grévettes de 24 h, voilà bien un autre élément fondamental à l'heure de la crise du syndicalisme et des réflexions menées un peu partout sur l'adaptation des luttes syndicales aux contingences du monde moderne. Mais il est un autre problème que nous ne pouvons éviter de poser et qui s'est avéré incontournable au cours de ces semaines de grèves à la S.N.C.F. et à l'E.D.F., c'est bien le

« **D**ESSINE-MOI un avenir ! ». Ce slogan emprunté au Petit Prince, c'est l'appel lancé par des paysans et paysannes de la C.N.S.T.P., de la F.N.S.P., et de fédérations départementales oppositionnelles au sein de la F.N.S.E.A. (1), à une réflexion sur le devenir des agriculteurs, de l'agriculture et du milieu rural, dans le cadre d'assises paysannes (d'abord départementales) qui ont eu lieu le 6 février.

Ces premières assises, auxquelles participaient de nombreux agriculteurs syndiqués et non syndiqués, et des ruraux non agriculteurs, ont pu mettre en évidence, dans le Loiret en tous cas, l'inquiétude des paysans sensibles à la crise qui ne se reconnaissent pas dans la F.N.S.E.A. et qui ne se contentent pas des paroles creuses du « Kaiser » Guillaume (2), pas plus qu'ils ne se reconnaissent dans l'agrotechnologie échappée des bœufs de l'I.N.R.A., dont nous bassinent les médias depuis un certain temps (voir émission « Adrenaline » sur France-Inter).

Devenir des agriculteurs... ou non-avenir ? Il y a une lucidité terrible chez ces paysans qui savent qu'ils sont une catégorie sociale en voie de disparition, futurs sacrifiés dans la fuite en avant du productivisme et des mutations technologiques et, avec eux, tout le milieu rural en voie de désertification.

### Paysans, une espèce en voie de disparition

Ils étaient tous d'accord, à ces assises, pour dire que toutes les politiques agricoles, quels que soient les différents gouvernements qui se succèdent, acceptent et entretiennent l'élimination de la moitié des exploitants agricoles, dans un proche avenir, et se font le catalyseur de cette élimination. Lucidité et critique virulente de l'aberration du système productiviste, qui met en faillite non seulement les petits et moyens agriculteurs, mais menace même, à plus ou moins long terme, les « gros » exploitants ! Et qui, à

l'autre bout de la chaîne agro-alimentaire internationalisée, enterre dans la dépendance et la misère les populations du tiers monde. Les seuls pouvant arborer un sourire satisfait étant les capitalistes de l'agro-business, des profits pleins les poches... sans parler du Crédit Agricole.

Mais au-delà d'une critique générale et locale de ce système, au-delà d'un constat d'échec social, et aussi économique du productivisme (car financer les excédents, cela commence à coûter très cher à tout le monde !), ces assises ont fait ressortir l'urgence d'agir et de sortir de l'impasse.

### Regroupement syndical...

Impasse de la « crise », mais aussi impasse de l'éparpillement des syndicats minoritaires : au-delà des actions directes locales, pour soutenir des agriculteurs en difficulté, et d'actions à plus grande échelle prouvant l'existence d'une dissidence paysanne, les syndicats « non alignés » (3) ont ressenti le besoin de trouver un nouveau souffle face au monopole décadent de la F.N.S.E.A., et aux perspectives alarmantes d'un capitalisme en restructuration.

C'est donc un regroupement syndical qui est aussi, et surtout, à

l'ordre du jour des assises paysannes. Pour l'instant, les formes n'en sont pas encore déterminées, elles pourraient ressortir des assises nationales qui auront lieu au mois de mars à Paris. Il faut bien comprendre que ce qui se passera à ce moment-là, risque de marquer un tournant important dans les annales du syndicalisme agricole ; enfin, de celui qui s'inscrit dans une tradition anticapitaliste et progressiste ; car la F.F.A. des propriétaires qui frotte avec Le Pen n'est pas concernée. Une inconnue, aussi, c'est ce que fera le M.O.D.E.F. (proche du P.C.F.), qui pour l'instant n'a pas participé à ces assises dans le Loiret, alors qu'il a souvent été sur le terrain de l'action aux côtés des autres syndicats.

### Oui, mais...

Mais créer « un groupe, le plus large possible, pour mettre en cause la politique agricole et le productivisme », cela voudra dire aussi se heurter à l'écueil des différentes conceptions du syndicalisme et des différentes sensibilités politiques à l'intérieur de ces syndicats (sensibilités qui vont des proches du P.S.... aux libertaires !).

Ecueil aussi des intérêts particuliers, des ambitions de pouvoir ; là-dessus, les paysans présents aux

assises du Loiret ont bien précisé qu'il leur faut être vigilants pour que les responsables syndicaux ne soient pas en même temps des notables politiques et ne portent pas deux portefeuilles à la fois (celui du syndicat et celui d'administrateur du Crédit Agricole, par exemple !). Et pour refuser, aussi, la co-gestion avec l'Etat.

Il y aura donc beaucoup de questions délicates à dépasser pour que ce regroupement débouche sur une structure syndicale efficace, indépendante, et ne devienne pas seulement une quelconque « union de la gauche syndicale » paysanne, laissant la porte ouverte aux grenouillages partisans. A suivre donc, aux assises nationales, les 17 et 18 mars.

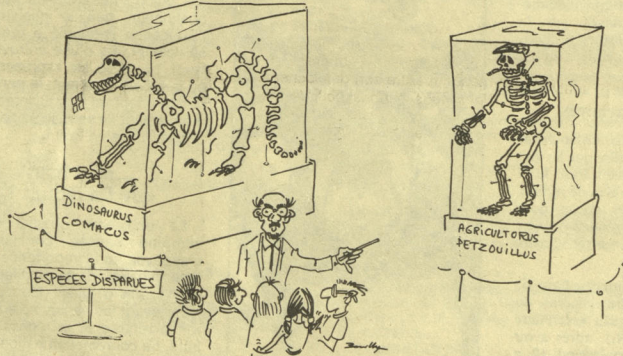
ANNE

(Gr. de Montargis)

(1) C.N.S.T.P. : Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans ; F.N.S.P. : Fédération nationale des syndicats paysans ; F.F.A. : Fédération française de l'agriculture ; F.N.S.E.A. : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; C.N.J.A. : Centre nationale des jeunes agriculteurs ; M.O.D.E.F. : Mouvement de défense des exploitations familiales.

(2) François Guillaume, ministre de l'Agriculture.

(3) Syndicats « non alignés » sur la F.N.S.E.A.-C.N.J.A.



## Pousse le chauffage à fond... On ne paye pas !

rapport de la lutte des travailleurs des services publics à l'usager de ces mêmes services publics.

Il est là aussi rassurant de constater que, selon de récents sondages, une nette majorité des usagers a compris les motivations qui ont amené les revendications des travailleurs des services publics. Mais le problème reste entier : les luttes dans les services publics se doivent de gagner les usagers à la cause de ceux qui se battent. Ce problème est bien sûr vieux comme les grèves dans la fonction publique. Pour autant, il serait dangereux de le gommer, tant il est vrai que nous vivons dans une société de spectacle où le poids de l'opinion publique « médiatisée » peut s'avérer capital dans l'issue d'un conflit.

### De « nouvelles » formes de lutte

Les formes que vont prendre les luttes ont donc un aspect déterminant. Rappelons d'ailleurs à ce sujet, et pour mémoire, les interrogations de nos anciens camarades syndicalistes-révolutionnaires des premiers syndicats d'instituteurs du début du siècle, qui rejetaient à priori l'idée de longues grèves dans l'enseignement, conscients de la pénalisation qu'elles imposaient aux enfants des familles les plus défavorisées. Plus concrètement, la récente actualité et notre volonté de nous inscrire, en tant que libertaires, dans les luttes d'aujourd'hui peuvent nous amener à suggérer un certain nombre de remarques : imaginons des mouvements à la S.N.C.F. ou dans les transports en commun, au cours desquels les trains ou les bus continueraient de fonctionner, mais gratuitement pour les usagers... les

machinistes, conducteurs, roulants, personnel d'entretien, assurant leur service avec l'unique grève des contrôleurs, assurés d'une solidarité financière effective des autres personnels qui continuent de travailler. Imaginons à l'E.D.F., non pas des coupures de courant, mais l'arrêt de la gestion des factures des usagers et le non-envoi de leur redevance.

Deux exemples d'actualité, mais qui se situent dans une réflexion d'ensemble des salariés, ou au moins des syndicalistes et qui plus est des libertaires travaillant dans les services publics. Bref, des mouvements qui reprendraient à leur compte ni plus ni moins la tradition syndicaliste-révolutionnaire française concrétisée dans les premiers congrès de la C.G.T. et qui prévoyait les formules de boycott, de sabotage, pour faire plier le patronat (ici l'Etat en l'occurrence). Des mouvements de désobéissance civile, pour employer un terme actuel.

On pourrait alors penser à une jonction effective entre salariés et usagers, à un soutien réel de la population aux travailleurs en lutte, bref à des formes d'actions vraiment populaires, au sens où elles s'effectueraient avec l'appui d'une large partie de la population. Imaginons également le formidable manque à gagner pour l'Etat. Nul doute qu'il regarderait à deux fois avant d'engager le « pourrissement » du mouvement, comme il l'a fait à la S.N.C.F. Ce devrait être, à notre sens, en tant qu'usagers et/ou travailleurs des services publics, les formes d'actions qui devraient proposer, dynamiser, les militants libertaires impliqués dans les conflits du secteur public. Nul doute que se serait là heurter la conscience légaliste de nos grands et petits chefs syndicaux, raison de plus pour s'y atteler.

Gr. d'Angers



## CURIOSITÉS LOCALES

## Pro-Fond-Brest (suite)

**D**ERRIÈRE ses murs froids et gris, Brest n'est pas si morne qu'on pourrait le croire. Il se passe même dans ce petit pays bien des choses qui, passées sous la loupe de l'actualité locale, aident à comprendre le spectacle donné par les stratégies politiques nationales.

## Tas d'ordures !

On se rappelle, peut-être, de l'incident qui avait coûté son siège à Jacques Berthelot, alors maire R.P.R. de Brest : il avait envoyé son photographe personnel tirer le portrait des francs-maçons locaux lors d'un enterrement (1). Il faut dire que cette gaffe avait été précédée de nombreuses escarmouches, dénonciations de complots, crises de colère, etc. Ce qui lui avait valu, au bon Jacques, d'innombrables articles dont un intitulé : « Un dingue à la mairie ». Qu'on se rassure, tous ces grenouillages ont laissé, parmi l'équipe municipale, des haïnes tenaces autant que peu discrètes. Redevenu simple conseiller municipal, Jacques Berthelot, conserve son tempérament ubuesque qui a fait sa renommée.

Ainsi, en novembre dernier, il a eu l'idée géniale de monter un coup de pub fumant, en organisant une conférence de presse... au beau milieu de la décharge publique municipale. Confortablement installé entre deux tas d'ordures, il a déclaré : « Cette décharge, c'est donc l'image du mouvement » (le R.P.R.) tout en affirmant sa détermination de « poursuivre son action dans les

## LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• **CHÈQUES PAYANTS.** 87% des Français sont contre. La mobilisation de quelques-uns a-t-elle suffi à faire changer de cap ? Tousjours est-il que Balladur demande aux banquiers de reporter « sine die » la tarification, pour que s'instaure une utile concertation préalable. Voire...

• **SIDA OBLIGE.** Chaque année en France, se vend 1,5 préservatif par tête de pipe. C'est-à-dire environ 80 millions d'unités. Ce marché (sous-développé aux dires des experts) risque de prendre un essor considérable avec la libéralisation de la publicité sur le sujet. Rappelons que seule l'argumentation hygiéniste (sidaïste) sera autorisée. Tout argumentaire de type contraceptif demeurant interdit. Natalisme oblige.

• **QUE FAIT COLUCHE ?** (et Jean-Luc Lahaye ?). D'après les chiffres du Conseil économique et social 2,5 millions de Français n'ont pas de ressources suffisantes pour vivre (1).

• **APPEL D'OFFRES** (moins fort, on nous écoute...). La C.N.C.L. donnera 15 jours aux radios candidates à une fréquence sur la bande F.M. pour présenter leurs demandes. L'appel, quasi clandestin, sera lancé en mars. Nul n'est censé ignorer la loi, dit-on.

L.Y.

domaines qui préoccupent les Brestoïses... ». L'égoût et les couloirs en quelque sorte.

Hélas ! ce goéland d'un nouveau genre vient d'être exclu par « les apparatchicks des partis et autres ayatollahs locaux » (sic). Rideau.

## La guerre des Louis.

Si la droite brestoïse vaut son pesant de cacahuètes, les camarades locaux ne manquent pas non plus d'intérêt. Déjà peu nombreux (à peine 6% aux dernières élections), le parti communiste à Brest vient de découvrir ses plus mortels ennemis : les communistes du parti. Au départ une simple querelle de personnes : Louis Aminot (permanent brestoïse) n'aimait pas Louis Leroux (permanent fédéral), qui le lui rendait bien. Au point de profiter du remaniement de la fédération du Finistère pour le faire purement éjecter. On peut toutefois noter qu'on ne trouve, dans cette affaire, pas la moindre empreinte de rénovateurs. Les stalinien se bouffent entre eux (Brrr...).

Du reste, chacun commence à s'habituer à suivre chaque jour le roman-fleuve des communiqués contradictoires dans la presse locale. Parlant des mouvements étudiants, un pont de la fédération du Finistère déclarait : « Le peuple doit décider de tout et non de qui décide ». Sûrement doit-on lui cacher des choses, parce que dans les réunions d'adhérents, on entend un autre son de cloche(s). « Nous nous battons pour le respect des responsables élus par les communistes eux-mêmes » (comme disait Marx...), « on n'acceptera pas davantage que les communistes soient pris pour des imbéciles » (sans commentaires), disait l'un. « Dans l'Huma, on le dit : tout doit partir des cellules. Ici on nous trompe. Il y en a qui ont le pouvoir depuis un certain temps et qui s'accrochent à ce pouvoir », ajoutait l'autre.

Tout cela va finir par une reprise en main de la « base » par la « structure ». Déjà on entend des voix éplorées réclamer leurs cartes et leurs timbres, expédiés mais jamais arrivés. Déjà on entend des voix réclamer « le droit d'être communiste ». Car c'est un droit. Reconnu. Que peu de gens connaissent...

## A poulets rouges.

Rendus frieux par les grèves à la S.N.C.F. et à l'E.D.F., les patrons (pardon, les usagers) avaient décidé de manifester « spontanément » leur colère devant les locaux de l'E.D.F.

## « La Vie Française » (suite)

**V**ENDREDI dernier, boulevard McDonald, à Paris, on se serait cru aux plus beaux jours du conflit du *Parisien libéré* tant le papier imprimé jonchait le pavé non loin des Messageries de la presse. Une livraison d'un numéro spécial de la *Vie Française* avait été intercepté par les travailleurs du livre.

Ceci est le dernier avatar du conflit qui oppose Bruno Bertez (groupe Agefi-La Vie Française-L'Opinion) aux ouvriers du livre et à leur organisation syndicale, la C.G.T. du livre. Une semaine avant, plus d'un millier de manifestants de la presse et du labour bloquaient l'imprimerie L'Avenir graphique à Torcy. Le

Encadrés par quelques responsables du R.P.R., ces curieux manifestants en manteaux de fourrure (à cause des coupures de courant), débarqués de leurs B.M.W. (à cause du manque de trains), ont à Brest donné des leçons de spontanéité à leurs collègues parisiens.

On était à peine à l'heure des amabilités (« On veut voir les grévistes de l'E.D.F., ces feignants » ou « Nous voulons donner le dernier avertissement sans frais... »).



lorsque se produisit ce qu'on appelle des « bruits de foule ». Il s'agissait de l'arrivée de J. Yves Tilly, P.-D.G. des abat-toirs de volailles « Tilly de Guerlesquin » (2), débarqué avec deux cars d'employés venus (spontanément) pour obtenir « un résultat ». « Qu'on me donne l'adresse des grévistes, j'irai les voir un par un », glapit la terreur des poulets. « Et d'abord où est la maison du Peuple dans cette ville ? ». Bonne question. C'est d'ailleurs pour « calmer les esprits », de son propre aveu, que le leader des commerçants proposa de se rendre sans plus tarder chez « les rouges ».

Les voitures bloquent l'entrée du bâtiment syndical. On court après des syndicalistes qui s'enfuient par derrière. Personne. Et l'assaut commence. Bris de vitres et de grilles par les abat-toirs de volailles. La C.G.T. réplique par des jets de bock de bière (vides ! que les âmes sensibles se rassurent...). Quelques contusions de part et d'autre, avant l'arrivée des flics. Pauvres professions libé-

rales, « forçats de la faim » d'un genre nouveau. On rit... après. Mais quand la connerie de certains débouche en saccage organisé, on ne peut pas s'empêcher d'être vaguement inquiet...

## Tac aux taxes.

Stupeur dans les rangs de la majorité brestoïse au moment du vote du budget 1987. L'arsenal militaire — la plus grosse boîte de Brest — ne versera pas un cen-

plus) de leurs ressources. En fait devant l'énormité de « l'os du paté », un accord a été conclu pour l'année 1987 avec le ministre de la Défense. Et après ? D'autant que Balladur prépare une réforme de la taxe professionnelle (à la baisse, tiens !) (4).

Pour tout dire, si elles ne regagnent rien, les communes « militarisées » y perdent beaucoup : en travaux d'équipements collectifs et surtout en terrains. Un Brestoïse qui voudrait se promener le long de la mer verrait... du barbelé, du béton et, de temps en temps, la gueule de raie d'un flic maritime. Sans compter les exigences de l'activité militaire qui ont, depuis toujours, empêché tout développement du port de commerce.

Décidément, les communes bien-votantes ont bien des déceptions avec « leur » gouvernement. Alors qu'elles venaient à peine de décrocher la construction du porte-avion électoral autant que nucléaire ! Quelle déception ! D'autant qu'à Brest, on commence à avoir quelques doutes sur les usines d'armement qui sont « une vraie chance pour l'emploi »...

On a eu des sueurs froides pour le porte-avion. On en a encore pour la sous-traitance de l'arsenal, et on risque d'en avoir d'autres pour la Thomson-C.S.F. (électronique militaire) qui menace de licencier plusieurs centaines de personnes. D'où l'idée lumineuse de son directeur : pourquoi ne pas coller sur le fameux porte-avion (celui qui avance grâce aux bulletins de vote) des avions français Rafale dont le « système nerveux » est justement fabriqué à Brest ? Vous allez voir qu'ils vont déclencher une guerre, rien que pour pouvoir diminuer les chiffres du chômage.

R. Le Y.

(1) Il s'agissait de connaître l'identité des « frères » socialistes ou « Un poing, ça va ; trois points, bonjour les dégâts ».

(2) Curieusement Tilly dépend en fait du groupe Doumeng (« le milliardaire rouge »).

(3) Autres communes touchées : Lorient, Rennes, Cherbourg, Toulon, Indre, Guipavas, Lanester.

(4) Si Balladur diminue la taxe professionnelle, on peut penser que le fonds de péréquation qui pourrait jouer va se trouver en mauvaise posture.

Le titre de cet article est l'un des slogans lancés par la mairie R.P.R.

## Quelques nouvelles des blessés du 4 décembre

**P**LUS de deux mois après les événements de la place des Invalides où les forces de l'ordre avaient montré leur brutalité criminelle (firs tendus de grenades lacrymogènes, entre autres), peu de journaux — à l'exception du *Monde* — donnent des nouvelles des blessés qui pourtant, à l'époque, faisaient leurs choux gras. Combions cette lacune de la presse !

François Rigal est sorti de l'hôpital et se repose actuellement en Bretagne, chez ses parents. Le moral est bon et il se remet bien de ses diverses opérations. Jérôme Duval, quant à lui, est en convalescence dans une maison de repos et reste marqué par les moments difficiles qu'il a traversés. Patrick Berthelot, ayant eu une main arrachée, s'adapte avec difficulté à sa prothèse. Sportif, il souffre particulièrement de cet handicap.

Plusieurs victimes et familles de victimes des violences policières ont pris contact avec le Comité de solidarité (1) et s'engagent dans un long processus juridique : dépôt de plaintes, constitution de dossiers, contact avec les avocats, etc. Mais face à la police, de trop nombreuses victimes hésitent à porter plainte. Ce qui n'est pas le cas de la famille de Sébastien Ramé, qui fut arrêté et tabassé toute une nuit dans un commissariat, en étant accusé d'avoir « brûlé un camion ».

P.B

(1) Tous les dons et témoignages sont à adresser à la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dollent, 75014 Paris (C.C.P. n°218 25 D, Paris, à l'ordre de la L.D.H., avec la mention « Comité de solidarité des familles avec les victimes de la répression policière de décembre 1986 ».

GERONIMO



## AUDIOVISUEL

## Le bal des rapaces continue

**A**PRÈS les valse, les unions, les divorces, voici le temps des piteuses dégringolades autour de T.F.1 : après l'annonce du prix de la chaîne, (4,5 milliards de francs lourds), les deux « géants » de la communication - Havas et Hachette se sont retirés de la course. Mais les combats se poursuivent à propos de la cinquième et de la sixième chaîne,

## NOUVELLES DU FRONT

• Mille soldats français supplémentaires sont arrivés au Tchad. Ce qui porte le nombre de militaires affecté au plan « Epervier » à 2 600. Sans compter les 34 avions de différents types, les radars et les batteries de missiles antiaériens. C'est le « redéploiement » sur la « pointe des pieds ».

• La société Matra vient de s'offrir un nouveau représentant : le général Théodore Mahlerg (cinq étoiles). C'est un spécialiste puisqu'il y a peu il était encore inspecteur de l'armée de l'air chargé des missiles. Encore un fonctionnaire qui n'a pas le sens de la réserve ou applique-t-il à lui seul les dénationalisations ?

• Un colonel de l'armée de terre relevé de son commandement et radié des cadres ! Il abusait de son autorité... envers le personnel féminin, à l'intérieur des enceintes militaires et pendant les heures de service (Oh !). On peut appeler ça « harcèlement sexuel » ou viol, au choix des supérieurs. Engagez-vous qu'il disait !

• Vous voulez tout savoir sur les questions de conflits, de militarisation, de guerre ou de paix ? Alors abonnez-vous au bulletin *Damoclès* (11 n° par an) : 120 F (150 F avec les numéros hors-série). Chaque mois, ce bulletin présente une très complète revue de la presse française dans le domaine militaire. *Damoclès*, c/o C.D.R.P.C., B.P. 1027, 69201 Lyon cedex 01 (C.C.P. n°3 305 96 S, Lyon).

• Avis de Recherche vient d'éditer un petit guide des services secrets militaires (à avaler après lecture) (sic), 20 F, en vente à la librairie du Monde Libertaire. S.M., S.G.D.N, D.G.S.E., 11<sup>e</sup> Choc... beaucoup de sigles derrière lesquels se cachent les taupes kaki.

• Armée d'aujourd'hui a innové depuis peu une nouvelle rubrique « Réflexions libres » (mais oui !). A un article proposant d'afficher dans toutes les casernes la Déclaration des droits de l'homme, plusieurs officiers répondent par cette phrase sans appel : « La France et son gouvernement ont souvent l'occasion de les défendre (droits de l'homme ?) à bon escient (en Afrique ou au Liban, par exemple, N.d.R.) ; mais la vie militaire est faite de devoirs ; et le rappel, abusif (!) ou non, des droits amènera à oublier les devoirs de chacun ». Est-ce clair ? Rompez !

• Objections a disparu récemment (épousement, dettes, absence de relève, etc.). Un outil et un lien au service des antimilitaristes disparait, hélas ! Mais il reste pour vous informer des procès le répondant automatique : (16.1) 43.03.62.03.

et cette fois, le troisième « H » a de fortes chances de l'emporter.

Quatre milliards et demi de francs : la mariée était vraiment trop chère pour Havas, le candidat « chouchou » de Matignon. La reprise des acheteurs étant fixée à trois milliards, il devenait difficile de rentabiliser T.F.1 en dix ans, durée prévue du bail. Le rachat aurait eu d'autres conséquences désastreuses pour la presse écrite : la chaîne n'aurait pu rapporter de l'argent qu'en épuisant les ressources publicitaires des magazines. L'agence Havas a été désavouée par ses propres clients. Notons que c'est bien la première fois que des publicitaires se battent au nom du pluralisme de la presse !

L'accord Havas-Hachette rompu, il ne reste plus en lice qu'un candidat possible : Francis Bouygues, que le prix de T.F.1 n'effraie pas. Le roi du béton ne se soucie d'ailleurs nullement du programme culturel de la « Une », qu'il pense tout bêtement laisser tel quel. « Le seul engagement que j'attends, c'est celui de la bonne humeur », a-t-il déclaré au journal *Sud-Ouest*. Avis aux journalistes qui s'aviserait de faire de l'information ! Mais la candidature de Bouygues n'est pas certaine : elle ne sera confirmée que le 24 février, date de la clôture des candidatures.

Un projet fortement contesté, des remous qui atteignent même l'univers des publicitaires, des candidatures qui dégringolent... joli succès pour la bande à Chirac ! Car il semble bien que le gouvernement ne contrôle plus aucun des cafoillages produits par l'hypothétique privatisation de la « Une » : les copains se sont débarrassés, le projet ne trouve plus guère de défenseurs et la solution la plus probable est... le maintien de la chaîne dans le service public.

## Hersant tout puissant

En revanche, la bataille autour de la « 5 » et de T.V.6 offre un spectacle à la fois risible et sinistre : Hersant se taille la part du lion dans la reprise de la « 5 », au prix d'alliances qui ôtent toutes les illusions qu'on pouvait se faire sur l'idéologie des capitalistes. Chirac est intervenu personnellement auprès du gouvernement italien pour convaincre Silvio Berlusconi d'accepter une alliance avec Robert Hersant ! Et l'accord entre la vieille ordure d'extrême droite et le fantôme des socialistes s'est effectivement concrétisé, selon des bases solidement préétablies : ce sera Hersant, et Hersant seul qui déterminera l'information sur la cinquième chaîne. « L'enfant venant de naître » a même si clairement défini les objectifs politiques de son programme que les Editions Mondiales, candidates avec Jimmy Goldsmith, ont fini par claquer la porte. Tout laisse penser que la « 5 » deviendra un *Figaro* télévisé, et donc une chaîne à éviter par mesure d'hygiène.

Les enjeux de la sixième chaîne, moins évidents de prime abord, sont néanmoins considérables : elle pourrait cesser d'être « une télévision-transistor » pour devenir une télé « de proximité » ; en clair, la seule télévision, F.R.3 mis à part, à disposer de fréquences locales.

Une fois la privatisation effectuée, il ne restera plus guère de possibilités pour d'autres groupes, aux moyens plus modestes, d'avoir accès à la télévision régionale. Autre enjeu de la sixième chaîne : son programme. La Lyonnaise des eaux et la Compagnie luxembourgeoise de télévision

envisagent, outre un programme musical, de faire accéder la « 6 » à l'information. Et voilà que Robert Hersant, qui a déjà l'assurance de régner en maître sur la « 5 », qui monte sur ses grands chevaux, affirmant qu'une sixième chaîne de type généraliste compromettrait l'équilibre financier du système. La « 6 » devrait donc rester une chaîne cantonnée à la région parisienne, et diffusant uniquement des programmes musicaux. La manœuvre est claire : il s'agit pour Hersant de renforcer

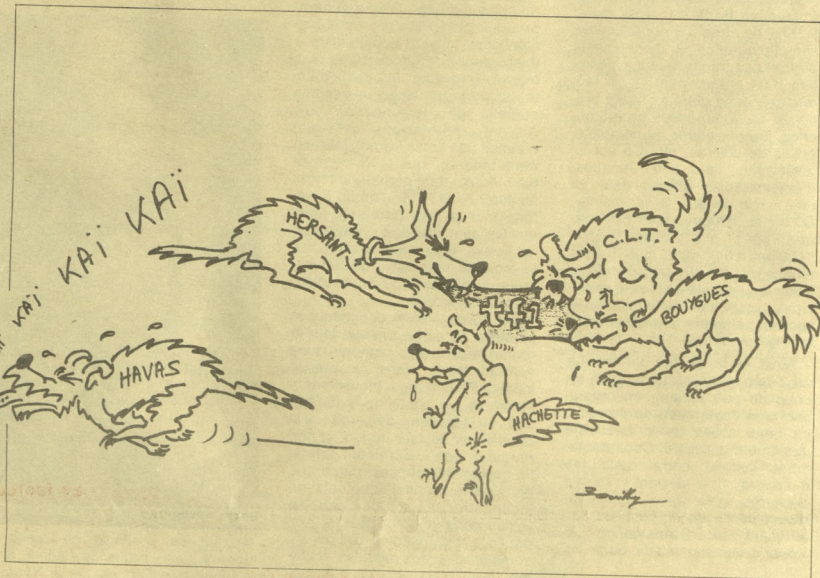
son monopole de l'information, non en rachetant ses concurrents, mais cette fois en tentant de les bâillonner avant leur naissance.

## Le droit de se taire

Quoi qu'il en soit, les grandes manœuvres des capitalistes et du gouvernement mettent en évidence l'inanité de la formule « la télé est à vous » : à aucun moment, durant cette compétition les associations, les régions, les

citoyens n'ont eu voix au chapitre. Quels que soient les repreneurs des différentes chaînes mises sur le marché, aucun ne permettra un véritable pluralisme des médias. Les plus optimistes pouvaient encore rêver, il y a quelques mois, que l'on pourrait peut-être accéder à la télévision, modestement, sans disposer de fortunes. Nous assistons aujourd'hui au verrouillage complet de la presse audiovisuelle, pour au moins dix ans.

Pascale Choisy



## Rassemblement de soutien aux étudiants espagnols à Paris

**L**E mouvement de soutien aux étudiants espagnols commence à s'organiser à Paris. On aurait pu s'attendre de la part des étudiants français à une réaction plus immédiate et plus massive, tant la mobilisation de leurs camarades espagnols possède des caractéristiques et des objectifs communs : une lutte de masse contre la sélection à l'entrée de l'université confrontée à une violente répression policière. Notons tout de même une différence essentielle : cela se passe outre-Pyrénées sous un gouvernement de gauche, ce qui aurait été, au vu des mobilisations passées, impensable ici.

Ce qui explique sans doute le peu d'enthousiasme de la gauche étudiante française à mobiliser. Et puis, il y a les partiels, et maintenant les vacances... Ce sont donc les élèves du lycée espagnol de Paris qui ont été à l'origine des quelques manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière. Ils se sont adressés pour les soutenir aux principales organisations étudiantes qui ont répondu en ordre dispersé. Ainsi nous avons assisté à divers rassemblements devant l'ambassade d'Espagne, un à l'appel de l'Union des étudiants communistes, un autre à l'appel de « Plus jamais ça ! » (lié au P.S.), et un autre sans doute le plus important, puisqu'il a rassemblé une centaine de personnes, vendredi 13 février, à 18 h, à l'appel de plusieurs groupes ou individus issus du mouvement de décem-

bre (auxquels se sont joints des militants de « Plus jamais ça ! », qui eux avaient appelé à 14 h !)

Une manifestation bon enfant essentiellement animée par des lycéens espagnols, qui se sont contentés de pousser quelques slogans contre le ministre espagnol de l'Education nationale, M. Maravall.

Lors de la dissolution, un appel à la création d'un comité

de soutien qui devra voir le jour après les vacances a été lancé. Espérons que la mobilisation, des deux côtés des Pyrénées, se perpétuera et se développera pour qu'effectivement une solidarité concrète s'organise : nous l'avons vu récemment, il est possible de gagner !

DENIS

(Gr. Francisco-Sabate)

## De Mac Donald à Stakhanov

**E**N évidence devant la caisse : un tableau d'honneur, une photo polaroid représentant vaguement une femme tenant un torchon... En dessous, une interminable légende : « Le titre d'employé du mois est décerné au membre de l'équipe qui, par les efforts qu'il a déployés, a contribué de façon exceptionnelle à assurer le plus haut niveau de Qualité Service Propreté à notre clientèle ». Autour de la photo, les noms des six derniers lauréats. Signé : le soviet suprême ? Non : la direction du Mac Donald du jardin du Luxembourg. Le système existe, paraît-il, depuis toujours dans tous les Mac Do.

Espérons que ces citations remonteront le moral aux employés de la boîte qui, payés au S.M.I.C., passent huit heures par jour soit à dégraisser les fonds de plats, soit à servir la bouffe à un rythme hallucinant, soit à ramasser les restes, sous l'œil vigilant du contremaître ; les seuls avantages (!) en nature étant le droit à un plateau gratuit au bout d'un certain nombre d'heures.

Manque de bol, certains employés sont devenus anorexiques à force de manipuler de la nourriture que la plupart des animaux domestiques refuseraient... Nul doute que l'honneur de figurer au tableau de l'employé du mois vaut bien ces menus désagréments ! Comment réagir, face à cet aspect rayonnant de la libre entreprise ? Peut-être simplement en n'y remettant plus les pieds. Car outre l'étrange flotte rose baptisée « Milk Shake », le caoutchouc brun dégoulinant de ketchup et de moutarde nommé steak haché, la bouillie de cornichons nageant dans du fromage sucré, la musique abrutissante et la lumière insupportable, Mac Donald vient de nous donner une nouvelle raison de vomir.

PASCALE



UNION SOVIÉTIQUE

Après les émeutes d'Alma-Ata

EN décembre dernier, de très violentes émeutes se sont produites à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan soviétique. C'est là un fait suffisamment rare pour qu'on s'y arrête. La raison apparente était, semble-t-il, l'annonce du remplacement du chef du parti communiste kazakh, Dinmouk-hamed Kounaev, par un Russe, Guennadi Kolbine. Mais il est certainement utile de rappeler certains faits, de nature diverse, qui peuvent permettre de mieux comprendre (1).

« Türlük » et soviétisation

L'Asie centrale est une région du monde linguistiquement homogène. En effet, le monde turk (2) présente, compte-tenu de son étendue (des Balkans au Xinjiang chinois) une étonnante parenté entre ses composantes. Ainsi, depuis des siècles, les Kazakhs, par exemple, ont-ils eu des liens très étroits avec les autres Turks, les Kirghiz surtout.

La symbiose entre Turks est la première donnée du problème ; chacun s'exprime dans sa langue, sans que cela empêche la communication. Même chez les Tadjiks, pourtant non turks (3), les cas de bilinguisme tadjik-kirghiz, ou tadjik-kazakh, sont fréquents (4). Or, c'est à cette situation que vont se confronter les bolcheviks dès les années 20. Dès cette époque, est amorcée une politique de « création de langues littéraires nationales » dans les régions non slaves. En Asie centrale, l'alphabet latin sera provisoirement adopté, avant que l'alphabet cyrillique ne le supplante au tout début des années 40, avec aménagement de lettres spéciales répondant aux spécificités de cette langue par rapport au russe. L'alphabet cyrillique sera appelé « alphabet socialiste » par opposition à l'alphabet latin, jugé « bourgeois ».

Tout le problème est que ces nouveaux alphabets notent différemment certaines voyelles selon les langues, faisant croire que le kazakh et le kirghiz, par exemple, sont des langues différentes. Cette balkanisation purement artificielle s'accompagne de tentatives de faire se dresser chacun de ces peuples entre eux ; par exemple on encouragera chaque « république » à construire une capitale plus belle que celle de sa voisine. En effet, le danger, aux yeux des Soviétiques, c'est le panturkisme. C'est pour cette raison que l'on a arbitrairement arrêté un processus naturel (donc par nature, incontrôlable) de constitution d'une *lingua franca* compréhensible par tous les Turks. Cette balkanisation, qui a apparemment échoué (5), n'en a pas moins provoqué un malaise profond et une réaction à caractère nationaliste.

Le problème de l'Islam L'Afghanistan, un modèle ?

Concernant l'Islam, le fait que ces émeutes aient eu lieu en pays kazakh est très révélateur. En effet, les Kazakhs sont islamisés plus en profondeur que les Kirghiz, par exemple, qui ignorent presque totalement les interdits alimentaires de l'Islam. Le sentiment religieux y occupe une place importante.



Les frontières entre l'Union soviétique et le monde musulman ont, pendant longtemps, été hermétiquement closes. Mais est-ce encore le cas ? Rien n'est moins sûr, si l'on considère l'impact de la guerre d'Afghanistan sur les musulmans soviétiques. De nombreux témoignages s'accordent à dire que des soldats de l'Armée rouge, tadjiks notamment, ont sympathisé avec les combattants afghans, avec qui ils partagent la langue, ainsi que, généralement, la religion.

D'autre part, un fait remontant à 1985 est passé presque inaperçu, mais il mérite qu'on s'y intéresse : dans une base soviétique située dans le nord de l'Afghanistan, province du Kunduz, donc non loin du Tadjikistan soviétique, une garnison de soldats tadjiks s'est mutinée suite à l'exécution d'un des leurs, condamné pour avoir fait sauter dans l'enceinte de la caserne une mine fournie par des combattants afghans. Résultat : plus de quatre-vingts morts après des combats à l'artillerie lourde !

On pourrait, certes, rétorquer qu'il s'agit là d'un fait isolé. Mais plus convaincant encore, le témoignage d'Alexandre Bennigsen, « le » grand spécialiste de l'Islam en Union soviétique dans un numéro du *Monde* d'il y a deux ans. Il raconte qu'un religieux, haut placé dans la hiérarchie, lui aurait confié : « Nous fondons de grands espoirs sur la lutte des combattants afghans ». Quoi qu'il en soit le régime soviétique sait qu'en occupant militairement l'Afghanistan, il s'expose au risque d'une « contamination idéologique ». Il l'a si

bien compris que la majeure partie des soldats de l'Armée rouge sont slaves et originaires des républiques baltes. La menace pour le Kremlin réside dans le fait que les musulmans soviétiques, voyant des hommes en guenilles et sous-armés tenir tête à l'Armée rouge depuis huit ans, constatent que celle-ci n'est pas infailible. Ils pourraient même y voir un espoir de libération pour un avenir au demeurant lointain, mais rendu possible par les Afghans.

Le facteur démographique

La question démographique est sans doute la mieux connue. Il s'agit d'une donnée primordiale du problème. A cet égard, il est symptomatique que ces émeutes aient éclaté à Alma-Ata plutôt que dans une autre république.

En effet, c'est au Kazakhstan que le pourcentage de Slaves par rapport aux Turks est le plus en défaveur de l'ethnie autochtone : en 1970, 49,6% de Slaves contre 32,6% de Kazakhs ; à comparer avec le Kirghizstan voisin : 43,8% de Kirghiz contre 33,41% de Slaves. De 1959 à 1970, la population s'est accrue de 140% au Kazakhstan, de 142% au Kirghizstan et au Turkménistan, c'est au Tadjikistan qu'elle est la plus forte : 146% ; chiffres confirmés par le recensement de 1977. C'est en R.S.F.S.R. (russe) qu'elle est la plus faible : 111%.

Même si l'afflux d'émigrants slaves continue, un lent mouvement de renversement

des rapports de force s'amorce au Kazakhstan entre Slaves et non-Slaves. Avant la fin de ce siècle, les non-Slaves redeviendront majoritaires dans leurs républiques, ce qui équivaldra si la tendance est maintenue... à un retour à la situation d'avant 1917.

Une situation coloniale ?

Sur bien des points, cette situation fait penser à une politique coloniale. Premier exemple, la création des républiques turko-musulmanes s'est accompagnée d'absurdités : les membres d'une même famille durent choisir entre devenir Kazakhs ou Kirghiz. Autre exemple, le rôle joué par l'Armée rouge (6) : être le creuset dans lequel se fondent les différences ethniques : l'Estonien côtoyant le Moldave, le Bouriate, l'Arménien. Tout ce petit monde, pour se comprendre, use du russe, langue vers laquelle toutes les autres doivent converger.

Régulièrement, la presse se plaint du niveau jugé insuffisant du russe parlé par les recrues non-russes. Certes, une minorité l'acquiert parfaitement, mais la majorité de l'ethnie reste imperméable à la soviétisation. Au reste, parler couramment le russe n'est pas forcément synonyme de soviétisation. Enfin, le simple fait que l'appareil politique et l'armée soient presque exclusivement aux mains des Slaves n'est-il pas le signe d'un régime colonial (H. Carrère d'Encausse cite le chiffre de 90% de Slaves au Politburo dans *L'Empire éclaté*) ?

L'économie soviétique, dont on connaît les ratés (corruption, bureaucratie, absentéisme, alcoolisme, etc.) a doublement besoin de l'Asie centrale. Ce n'est pas seulement un réservoir de richesses, c'est aussi un formidable réservoir de main-d'œuvre. Mais comment concilier ceci avec la pression démographique de plus en plus forte exercée par les habitants d'Asie centrale ? Les apparatchiki y ont déjà pensé, et l'on peut songer, au cas où cette pression ne pourrait plus être contenue, que les Soviétiques pourraient lâcher du lest en conférant une pseudo-indépendance aux républiques d'Asie, en plaçant à leurs têtes des gouvernements fantoches (7).

« Bolchoï brat » (Big Brother) aux pays des mollas

Au regard des faits exposés ici, le constat de l'échec de plus de soixante ans de « socialisme réel » en Asie centrale est glaçant. Le gouvernement est régulièrement obligé de condamner des pratiques « féodales » comme la circoncision, pratiquée même par des responsables locaux des Komsomol (Jeunesses Communistes) sur leurs enfants mâles. Les gens qui se sont rendus, à une date récente, en Asie centrale rapportent que des intellectuels locaux se présentent à eux en disant « *Je suis musulman, grâce à Dieu* ». Face à un Etat totalitaire, hyperrationaliste, qui prétend faire de l'athéisme une science, la réaction de beaucoup est de se tourner vers la religion (pas forcément vers la foi).

Certes, les choses ont bien changé depuis 1917 : la mortalité infantile n'atteint plus les taux effarants d'autrefois, l'illettrisme a pratiquement disparu. Mais les progrès, incontestables, se sont retournés — ironie de l'Histoire — contre ceux qui les ont mis en œuvre. En effet, les femmes ouzbèkes, kazakhes, etc., ont toujours eu une fécondité élevée. Simplement, aujourd'hui, le taux de mortalité infantile atteint celui des pays industrialisés.

J. MUNNIER

(1) Bien des problèmes ont été laissés de côté, notamment le rôle des confréries soufies, sortes de sociétés secrètes et ésotériques : « Islam parallèle » résolument antisoviétique. Il est possible que l'agitation soufie, mais ce n'est que pure hypothèse, soit une des causes des émeutes.

(2) J'écris « turk » avec un « k », non pour faire savant, mais pour réserver « turc » aux « cousins » des Kazakhs vivant en Anatolie.

(3) Les Tadjiks sont des nomades venus d'Iran. Leur langue est aisément compréhensible pour un Iranien.

(4) Cette interpénétration ne concerne que les ethnies voisines géographiquement. Un Turc de Turquie ne peut comprendre un Kazakh, mais comprend un Azerbaydjanais.

(5) Elle ne pouvait qu'échouer, puisque fondée sur une analyse de la langue erronée. Le problème des alphabets gêne la communication, il ne l'empêche pas.

(6) Le service militaire (deux à trois ans selon les armes) est obligatoire.

(7) C'est déjà le cas en République populaire de Mongolie.



L'exemple afghan sera-t-il contagieux ?



## Les événements de l'université de Dakar

### Halte à l'arbitraire et au massacre des étudiants

LES événements sanglants qui se sont déroulés à l'université de Dakar dans la journée du 22 janvier 1987 révèlent les tendances fascistes d'un pouvoir au bois. L'agression dont les étudiants ont été l'objet constitue une provocation grave et est sans commune mesure avec la nature des faits « reprochés » aux étudiants.

#### Voici les faits

En effet depuis la période du 15 au 30 décembre 1986, les étudiants sénégalais bénéficiaires d'une bourse du ministère de l'Éducation nationale n'avaient toujours pas perçu leur pécule mensuel à la date du 22 janvier 1987. Cette situation mettait les étudiants boursiers dans un état inconfortable puisqu'ils n'arrivaient pas à payer les tickets donnant accès au restaurant universitaire.

C'est ainsi que les étudiants ont décidé d'accéder au restaurant central sans présenter de ticket. Le 22 janvier à 12 h 30, le restaurant est investi par les forces de répression, en particulier les G.M.I. (Groupement mobile d'intervention) connus pour leur agressivité extrême.

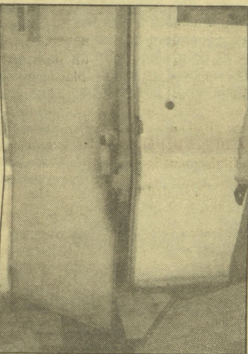
Ce jour-là, les G.M.I. ont provoqué les étudiants, dans une atmosphère déjà tendue, et ont chargé brusquement à la grenade lacrymogène, en brandissant fusils et massues. Aussitôt, les étudiants se sont repliés dans leurs chambres, avec l'espoir d'échapper à la charge policière d'une violence inouïe. Les chambres ont été immédiatement inves-

ties par les G.M.I., casqués et fusils au poing.

#### Le bilan a été très lourd

Quatre-vingt-quatre chambres saccagées, portes fracturées, lits renversés, matériel de travaux pratiques détruits, cahiers et livres de cours déchirés, effets personnels dérobés...

Mais par dessus tout, l'utilisation de grenades lacrymogènes dans les chambres-mêmes et dans les couloirs des pavillons A et I a provoqué des blessés graves parmi les étudiants. Les traces de sang étaient visibles sur le sol carrelé, les murs, certains lavabos et dans les couloirs. D'innocentes victimes ont été délibérément précipitées dans le vide à partir des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages, pendant que les étudiants arrêtés étaient systématiquement



Portes défoncées.

passés à tabac. Plusieurs dizaines d'étudiants souffrent de fractures et de traumatismes divers.

En tout une soixantaine de blessés dont 31 admis à l'hôpital principal de Dakar où ils recevront tardivement les premiers soins. Trois étudiants ont été évacués dans un état comateux. Des étudiants étrangers (en particulier d'Irak et de la République centrafricaine) ont été matraqués dans leurs chambres et leurs appareils électroniques détruits.

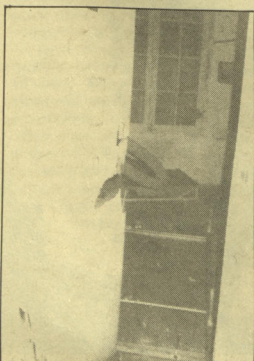
En outre, il a été enregistré la disparition de certains étudiants blessés dont aucune information disponible ne permet de savoir s'ils sont encore en vie. Plus d'une centaine d'étudiants ont été arrêtés, dont certains torturés et bastonnés. Ils ont été gardés à vue dans les différents commissariats de police de Dakar, puis relâchés plus tard par vagues successives.

Cette flambée de violence a entraîné la riposte organisée des élèves de l'enseignement secondaire qui ont soutenu le mot d'ordre de grève lancé par les étudiants en guise de protestation contre l'occupation de la cité universitaire par les forces de répression, cela en violation des franchises universitaires.

Face à cet arbitraire, le mouvement étudiant de l'université de Dakar exige : 1. Le départ immédiat et sans condition des forces de répression comme préalable à toute négociation. 2. La démission du directeur du Centre des œuvres universitaires de Dakar (C.O.U.D.), directement responsable de la tension volontairement entretenue dans les rangs des étudiants et des affrontements entre ceux-ci et la police. 3. L'identification de tous les responsables des événements sanglants du 22 janvier et la prise de sanctions contre ces derniers. 4. La prise de décisions réglementaires ou légales garantissant de manière définitive le respect des franchises universitaires.

Un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, renouvelable à compter du 23 janvier, a déjà été lancé et a été observé à 100%. Une assemblée générale des étudiants est prévue dans chaque faculté le 26 janvier dans la matinée afin d'étudier les mesures appropriées. Enfin, le paiement des bourses annoncé par les autorités n'est pas encore effectif, de nombreux chèques émis se sont révélés être sans provision.

#### Comité « Ad Hoc »



Chambres dévastées.

### Déclaration sur la situation

L'UNIVERSITÉ de Dakar traverse une situation à la fois difficile et révoltante. En face de nos revendications les plus élémentaires (paiement des bourses, amélioration de la qualité des repas, changement des draps), l'Etat sénégalais n'a trouvé comme réponse que la violence de ses G.M.I. (Groupement mobile d'intervention, N.d.R.).

#### La prise du campus

Tout commença le jeudi 22 janvier 1987. Pour exiger la satisfaction de nos revendications, nous, avons à la suite d'un imposant « sit-in » devant la direction du C.O.U.D. (Centre des œuvres universitaires de Dakar, N.d.R.) boycotté le paiement du restaurant universitaire. C'est peut-être ce qu'attendait l'Etat pour nous envoyer ses forces répressives.

Celles-ci chargèrent alors sauvagement les étudiants. Des grenades lacrymogènes fusèrent comme des

seuls. Un Etat incapable de contenir les aspirations de ses citoyens, un Etat qui n'a comme arme que la répression aveugle et sanglante, un tel Etat policier ne peut qu'être disqualifié dans ses prétentions à la légitimité. Car, à l'heure où nous vous adressons cette déclaration, des travailleurs de la S.O.T.R.A.C. sont arrêtés et terrorisés par cette même police de ce même Etat. Les élèves du lycée Djignabo subissent quotidiennement et dramatiquement les atrocités d'un fascisme, sous les masques d'un discours pseudo-démocratique. Quelle démocratie ? Quel Etat ?

L'Etat, à partir de ces événements se sait de plus en plus impopulaire. Que des stations de radio telles que R.F.I. et la Voix de l'Amérique se fassent l'écho de ces faits, alors que l'O.T.R.S. se tait est un signe des temps. Notre radio et notre télévision sont pourtant prompts à parler de Pinochet. Que l'essentiel des établissements du



petits pains. Des camarades furent battus à coups de crosses et de « lifes ». Pire, les G.M.I. poursuivirent les étudiants désarmés jusque dans les pavillons. Les portes furent défoncées, les chambres pillées, des livres et des cours jetés dans l'eau, des magnétophones et autres matériels volés. Du brigandage ! Du vandalisme !

Par la terreur policière, des étudiants (deux notamment) furent précipités du haut du second étage du pavillon A pour tomber sur les gradins du terrain de basket. Nous avons compté aujourd'hui plus d'une soixantaine de blessés, évacués dans les différents hôpitaux de la place, avec des cas extrêmement graves. Par la suite les forces de l'ordre opérèrent plus de cent arrestations, en commettant des sévices sous les yeux du directeur du C.O.U.D., Babacar Senghor. Nombreux sont les couloirs du pavillon A complètement dévastés par la brutalité des G.M.I.

Aujourd'hui encore, la police de Abdou Diouf occupe illégalement le campus. Une atmosphère d'insécurité totale et de terreur règne dans toute l'université. Personne n'est à l'abri de la violence sanglante des « chiens de garde » de son excellence. On peut être fasciste et démocrate ! Et tout ceci se passe au moment où, tapageusement, Iba Der Thiam — qui a la palme de la démagogie et du mensonge dans le gouvernement Diouf — prépare les rentrées scolaires et universitaires prochaines, alors que les présentes n'ont fait que débiter ; tandis que Abdou Diouf proclame partout une pseudo-volonté démocratique.

#### D'autres cas de répression

Plus que les longs et fallacieux discours, importent les faits et eux

secondaire partent en grève pour nous soutenir est un autre signe. Face à cette situation tragique qui frise le comique, nous en appelons à votre conscience démocratique.

#### Nos revendications

A l'heure actuelle, nous résumons ainsi nos revendications :  
 • départ immédiat et inconditionnel des forces répressives pour le respect définitif des franchises universitaires. C'est là un préalable à toute négociation ;  
 • prise en charge médicale de nos camarades blessés et dédommagement de tous ceux qui ont été victimes du brigandage et du vandalisme des forces répressives ;  
 • libération totale, immédiate et inconditionnelle de tous nos camarades arrêtés ;  
 • paiement immédiat de toutes les bourses anciennes et nouvelles ;  
 • changement régulier des draps ;  
 • amélioration qualitative des repas.

C'est ici l'occasion de rappeler que nous exigeons le départ inconditionnel et immédiat de Bocar Ndiaye, directeur des restaurants, pour son arrogance et le sabotage systématique qu'il préside.

Malgré la répression sauvage qui s'est abattue sur nous, nous sommes décidés à poursuivre notre lutte jusqu'au bout. A la répression policière, nous opposerons une résistance organisée et multiforme. Qu'il faille une année, nous importe peu, puisque c'est notre dignité en tant qu'être humain qui est en jeu. Vive la lutte des étudiants ! Tous pour un soutien populaire ! A bas l'Etat policier et sa démocratie des baionnettes ! Pour la satisfaction immédiate de nos revendications !

Le comité de lutte

### Témoignage d'un étudiant

C'EST à la fin du meeting que les étudiants ont voulu matérialiser un des points de synthèse : se servir au restaurant sans la présentation du ticket. Aussitôt dit, aussitôt fait, les étudiants se sont rendus au restau et là en ont décousu avec les flics qui avaient reçu l'instruction suivante : « *Aucun étudiant n'entre s'il n'est pas muni d'un ticket* ». C'est cela qui a mis le feu à la poudrière. Les étudiants ont répondu aussitôt en envoyant des pierres et des cailloux aux flics, qui n'ont pas tardé à prendre d'assaut la cité pour taper sur les étudiants : « life », coups de crosses, coups de pieds... cela après avoir défoncé des portes pour cueillir des étudiants.

Au total les arrestations s'élevèrent à 155 étudiants, qui ont été parqués à la direction du C.O.U.D. (Centre des œuvres universitaires de Dakar, N.d.R.) de 12 h 30 à 14 h 15, avant d'être ventilés dans les différents commissariats : Médine, Point E, Parcelles-Assainies, Bel-Air, etc. Personnellement, je faisais partie du lot de la Médine : 33 étudiants qui ont fait l'objet d'un interrogatoire jusqu'à 21 heures, avant d'être transportés tardivement à l'hôpital.

Au début, on était derrière le pavillon B, rassemblés et armés de pierres ; les flics m'ont poursuivi jusque dans le pavillon I et, au moment, où j'ai voulu refermer la porte j'ai reçu en pleine figure un coup de crosse qui m'envoya à terre. Près de 7 flics se sont acharnés sur moi à coups de pieds, de « life », de poings, pour ensuite me traîner à la direction du C.O.U.D.

Une fois arrivé, je me suis rendu compte que je faisais partie des quatre premières victimes et de nouveau les coups recommencèrent, cette fois en présence du commissaire divisionnaire Ibrahima Kane, du directeur du C.O.U.D. et de certains agents de ce même organisme. L'un d'entre eux ne manqua pas de me dénoncer comme étant de ceux ayant interrompu le service au restau le mardi pour prendre la place des agents et servir gratuitement ses camarades.

Il faut dire qu'à chaque fois que les flics faisaient de nouvelles prises, s'ensuivaient aussitôt les coups de matraques, de pieds, de poings, et les insultes. Une fois à l'hôpital, on ne s'est occupé de nous que très tardivement, après les cas déclarés urgents : deux flics venant de la Casamance blessés par balles (pour l'un, six balles !). Là encore nous avons passé la nuit sur les carreaux et n'avons été soignés réellement que le lendemain à partir de 8 heures. Les soins ont duré de 8 h à 10 h.

(correspondance)



DANEMARK

# Fascisme pas mort

**A**U Danemark, le gouvernement actuel est formé par une coalition de partis politiques non socialistes. Parmi les nombreuses composantes de la gauche, seuls le Parti social-démocrate et le Parti socialiste du peuple peuvent se poser en alternative.

Ainsi, aux yeux d'une grande partie de la population, cette éventuelle coalition socialiste constitue la menace majeure (sic) pour cette société danoise et, au cours de l'année 1986, un nombre croissant d'articles et de lettres parus dans les journaux appelaient à la vigilance autour du cas du leader du Parti socialiste du peuple, prétendu collaborateur et membre des jeunesses nazies, pendant les années 41-44.

Toutefois, ce qui semblait être un flot spontané de lettres signées par des « citoyens indignés » s'avéra être la manifestation d'une campagne

secrète, bien organisée par des personnalités fascistes à partir de certaines villes de province.

## Une « Cagoule » danoise...

L'organisation semi-secrète qui dirige cette campagne est connue sous le nom de « Société pour la défense de la démocratie danoise », conglomérat d'anticommunistes, d'illuminés religieux et de militaires d'active. La « société » comptait environ 150 membres et un nombre inconnu de sympathisants, parmi lesquels des officiers de l'armée danoise, de la police, et même des membres du Parlement. Cette société est structurée en petites cellules travaillant de façon plus ou moins autonome. Parallèlement, il y a plusieurs sous-organisations spécifiques, dont le but essentiel est de

combattre le communisme et la subversion.

La société voit derrière chaque organisation pacifiste ou tiers-mondiste la main de Moscou et du K.G.B. Entre eux, les membres de la société s'appellent les « vigiles moraux » ! La société a organisé au sein des forces de l'ordre un service secret, composé d'un nombre inconnu d'agents d'active, qui rassemble toutes informations concernant les militants de gauche.

La société entretient des liens étroits avec l'équipe rédactionnelle du journal *Aktion* qui constitue et enrichit une banque de données sur tous les « subversifs ». Exemple en fut donné par la publication dans ce canard (*Aktion*) d'une liste de noms et d'adresses des principaux dirigeants du S.A.P. (Socialist Workers Party), groupuscule trotskyste de même sensibilité que son homologue anglais. Mais la société a également son propre organe, le journal *Facet*, pour exprimer sa haine contre la menace communiste.

sing, est aussi le responsable de la section danoise de la W.A.C.L. (World Anti-Communist League).

## Noyautage et contre-révolution

Ces fractions de l'extrême droite danoise tentent d'accroître leur influence et ramener à elles des personnalités de premier plan. On peut compter par exemple parmi elles des avocats, des politiciens (E. Dissing lui-même est représentatif du Parti conservateur au niveau local), des employeurs, etc.

En tout et pour tout, le chiffre de 180 personnalités est avancé. Si la W.A.C.L. est connue dans le monde entier pour ses relations avec les réseaux nazis, les escadrons de la mort sud-américains et différentes organisations terroristes, les sections scandinaves (principalement la danoise) essaient de donner d'elles une image respectable et légale, en garantissant par exemple l'anonymat de ses membres vénérables.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'elles laissent leur part au chien dans le milieu fasciste international. Lors d'une conférence à Dallas, en 1985, il leur fut demandé de satisfaire à un appel de fonds pour financer les uniformes de la Contranicaraguayenne ! La section danoise ramassa en tout et pour tout 500 livres sterling pour l'achat de bottes ! L'histoire ne dit pas si cette somme ridicule a fait plaisir au président de la W.A.C.L., l'ex-major-général John Singlaub, l'un des personnages clés dans le cercle restreint qui appuie financièrement et militairement la Contra.

## Relations internationales (d'après l'A.F.I.D.)

## ...qui a de sales fréquentations.

P.H. Bering, le président de la société est également membre de la section danoise de l'Unification Church du révérend Sun Myung Moon, anticommuniste zélé notoire et milliardaire non moins célèbre. P.H. Bering participe aux meetings de Moon, organisés par la Professors World Piece Academy. Cette section danoise, aussi appelée la Tongill Family est active sur de nombreux fronts confessionnels, combattant le socialisme qui « gangrène » l'Eglise danoise.

En 1980, le premier et dernier numéro du journal *Realita* fut publié. Il recommandait la lecture du livre de Richard Wurmbrand

ESPAGNE

# Première victoire aux points pour les étudiants

**L**A manifestation du vendredi 13 qui a rassemblé plus de 100 000 personnes à Madrid consacre, s'il en était besoin, la remarquable combativité des étudiants et lycéens de l'enseignement secondaire, ce après plus de deux mois de grève. Appelé par le syndicat des étudiants, ce rassemblement, cette convergence plutôt car il était question d'une marche nationale, achève pour l'instant les illusions du ministère de l'Education nationale, qui fait dans l'aigreur depuis. Illusions qui sont celles de jouer le pourrissement

avec des moyens sordides, qui d'ailleurs ne laissent pas dupes les grévistes, davantage encouragés par cette tactique à court vue.

## Défaite pour Maravall ?

Il aura pourtant tout tenté, ce gouvernement. Arguties légales pour signifier une fin de non-recevoir à la coordination (accusée de ne pas avoir demandé une autorisation préfectorale pour la manifestation du 6 février qui à mal tourné, par ailleurs !), intoxication, manipulation du caractère démocratique (1) des structures de représentation étudiante et lycéenne.

C'est ainsi que A.P. Rubalcaba, secrétaire général de l'éducation se laissa aller à dire le 11 février que les deux parties en présence avaient réussi à se mettre d'accord sur de nombreux points inscrits dans le cahier de revendication (cf. M.L n°650).

Cinglant démenti du porte-parole du syndicat qui indique que rien n'a avancé, que le ministère s'est contenté de réitérer les mêmes offres (déjà rejetées), que l'essentiel, à savoir la « sélectivité » à l'entrée de l'université reste en état... Pierre d'achoppement des négociations, ce principe de « sélectivité » est violemment rejeté par toutes les organisations étudiantes. Le gouvernement espagnol cherche à démobiliser le mouvement étudiant, profite des dissensions regrettables entre la coordination et le syndicat, lance même en pâture des boucs émissaires (2) (gauchistes, communistes, etc.).

Quoi qu'il en soit, ses manœuvres ne peuvent empêcher le développement de la lutte et surtout son élargissement à d'autres secteurs. On a vu, le 13 février, travailleurs et lycéens dans les rues de Madrid rejeter ensemble la politique de Felipe Gonzales, et rien ne laisse prévoir qu'ils vont s'arrêter là.

## Relations internationales

(1) La coordination a accusé le ministre de l'Education d'avoir fabriqué un faux porte-parole à celle-ci. Lundi 9 février, un « délégué », appartenant aux Jusos (jeunesses socialistes) était ainsi « fabriqué » par Maravall.

(2) Les étudiants français ont déjà entendu ça quelque part... quand le R.P.R. (10 ans de crimes) demandait à sa base de descendre dans la rue.

# AU JOUR LE JOUR

• Samedi 7 février. Le gouvernement rompt les négociations avec la coordination (Coordinadora de Enseñanzas Medias et Universidad) après que la veille aient eu lieu de nouvelles violences, suites d'une manifestation interdite.

• Lundi 9 février. Le gouvernement demande à la coordination de faire son « mea culpa » tandis que cette dernière fait l'objet de manipulations (gouvernementales comme socialistes) quant à sa représentativité.

• Mercredi 11 février. Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Madrid, Barcelone, Murcie, Huesca et Orense. Trois mille manifestants se heurtent violemment à la police autonome basque à Bilbao.

• Jeudi 12 février. Maravall accepte de discuter avec la coordination nationale qui l'accuse toujours de vouloir la discréditer.

• Vendredi 13 février. Manifestation monstre à Madrid. Nombreux incidents, non moins nombreuses charges policières. Le gouvernement accuse le parti communiste, par l'intermédiaire des C.C.O.O., de vouloir récupérer la contestation.

# Rencontres et colloques

## R.F.A.

Journées libertaires de Pâques (16 au 20 avril) à Francfort-sur-Main organisées par le Centre libertaire de Francfort et le collectif rédactionnel de la revue *Aktion*. Pour tous renseignements : *Libertaire Tage* c/o Libertäre Zentrum, Kriegstrasse 38, 6000 Frankfurt a. M. (R.F.A.)

## Portugal

Colloque international autour du thème « technologie et liberté » qui coïncide avec le centenaire de l'anarchisme au Portugal. Belle occasion pour célébrer cet événement.

Organisées par l'équipe du journal *A idea* les 8, 9 et 10 avril à Lisbonne, ces rencontres permettront à plusieurs camarades étrangers (français, canadiens, israéliens, italiens, etc.) d'exposer leurs analyses et d'en débattre (exemples : conséquences d'une réduction massive du temps de travail, les nouveaux mouvements sociaux, la menace d'une troisième guerre mondiale et les pouvoirs locaux...).

## Angleterre

Un festival qui n'a rien de spécialement libertaire mais qui, de par son envergure, mérite l'attention. L'E.N.D. (European Nuclear Disarmament), campagne permanente pour la dénucléarisation de l'Europe (le champ d'intervention s'est étendu au Pacifique Sud), aura son point fort à Coventry du 15 au 19 juillet.

Il s'agit effectivement de la 6<sup>e</sup> convention E.N.D. au cours de laquelle les questions d'actualité telles que l'I.D.S., le projet « Euréka », la militarisation de l'économie, les relations entre mouvements pacifistes et partis politiques seront abordées.

Les 5 jours promettent d'être le plus grand rassemblement antinucléaire qu'ait connu la Grande-Bretagne et, pourvu que l'on s'y prenne à temps, les organisateurs proposent aux délégations d'organiser des séminaires, forums sur les thèmes de leurs choix.

Pour tous renseignements et inscriptions : E.N.D., Convention Worker, 22-24 Underwood street, London N 17 J G, Grande-Bretagne.

## Rel. internationales

Un service régulier et pratique l'abonnement



qui, dans l'une de ses œuvres, essaie de prouver que Karl Marx était satanique (resic). Le dernier avatar en date du mouvement mooniste danois est le groupe « Causa ». Mais retournons à cette société. En 1984, elle éditait le livre *Le faux Gospel*, en réaction au travail anti-apartheid du Conseil mondial des églises. Le livre fut d'abord publié en anglais et sponsorisé par le gouvernement sud-africain. La plupart des membres de la société passaient des nuits agitées, parfois blanches, à la simple idée de ce qui se passerait dès que les Noirs prendraient le pouvoir en Afrique du Sud.

Ces mêmes se retrouvent donc tout naturellement dans des organisations du type « Les amis de l'Afrique du Sud », dont nombre d'entre elles sont de caractère paramilitaire, ou encore dans des organisations « pacifistes » d'extrême droite. Le correspondant en Extrême-Orient de *Facet*, Erik Dis-

ESPAGNE

## Coordination de solidarité

**L**A C.A.S.P.A. (Coordinadora de Ayuda y Solidaridad a los Presos Anarquistas), coordination de soutien et de solidarité aux prisonniers anarchistes, vient de se constituer à Madrid. Elle se donne comme objectifs de parler de tous ceux qui paient leur lutte par l'incarcération, de réunir tous ceux, individus comme organisations, qui ne se contentent pas seulement de mots mais mettent leur solidarité en pratique pour venir en aide, financièrement comme moralement, aux prisonniers anarchistes.

Boite aux lettres pour tous les renseignements indispensables (durée des peines, situations familiales, visites...), la C.A.S.P.A. se propose de servir de lien pour canaliser toutes les aides économiques. Cette coordination renforce encore davantage le réseau de solidarité aux prisonniers politiques anarchistes dont la principale composante est la Croix noire (Black cross).

## Relations internationales

C.A.S.P.A., Apartado de Correos 55 106, 28080 Madrid, Espagne.



## FORUM DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

## Les femmes et la crise

**L**ES femmes et la crise, large sujet s'il en est, sera l'objet de notre prochain forum. La montée des crises a toujours permis la résurgence des idéologies racistes et sexistes, orchestrée par les politiques gouvernementales. Insidieux, le sexisme ne fait pas que s'étaler tout au long des textes de loi, il se cache dans les pratiques sociales.

Pour démeler cet enchevêtrement de textes et de pratiques,

de chiffres et de données, nous avons invité l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, une représentante de la commission travail salarié/travail domestique et les Cahiers du féminisme (journal mensuel des femmes de la L.C.R.), ainsi que tous les groupes féministes s'intéressant au travail des femmes qui auront bien voulu répondre à notre invitation (notamment des femmes de commissions syndicales).

La multiplicité des intervenantes laisse augurer d'un débat intéressant auquel nous vous convions samedi 21 février, à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Ce même jour aura lieu une émission (« Forum ») de Radio-Libertaire (Paris, 89.4 MHz) sur le même thème, de 11 h 30 à 12 h 30.

L'équipe d'animation

## Femmes et flexibilité

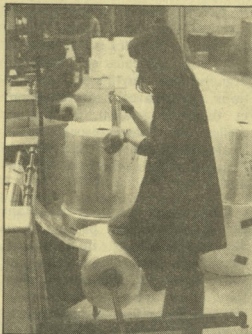
**L**A politique de l'aménagement du temps de travail, que l'on appelle plus couramment la flexibilité, est une politique qui se fait déjà depuis quelques années. Grâce à elle le patronat s'est procuré une main-d'œuvre plus souple ; mais cela ne lui suffit pas, il veut en plus limiter ses charges sociales sans faire trop de remous (licenciements) ; alors, en pleine période de chômage et avec une montée continue du taux d'activité féminine, il propose le travail à temps partiel.

## Pourquoi le travail à temps partiel ?

Pourquoi les femmes choisissent-elles le travail partiel plus que les hommes ? Dès l'enfance, l'orientation des petits garçons est différente de celle des petites filles. Les petits garçons sont beaucoup plus poussés dans leurs études alors que les petites filles apprennent déjà à aider leurs mères au travail domestique. Tous les emplois (ou presque) à qualification élevée sont réservés aux hommes, alors que les femmes sont cantonnées dans des emplois sans grand intérêt ce qui fait qu'elles n'hésitent pas à diminuer leur temps de travail. L'intérêt au travail est déterminant pour comprendre la demande de travail à temps partiel ou le passage du travail à temps complet vers le travail à temps partiel.

Aujourd'hui le travail à temps partiel reste très éloigné du travail à temps « choisi » et relève essentiellement de la gestion individuelle des contraintes collectives que subissent les femmes au travail. Le fait de travailler « moins » en dehors de la cellule familiale a une répercussion directe sur le travail domestique. Les femmes qui choisissent un travail à temps partiel comme premier emploi peuvent concilier travail professionnel et travail domestique. Dans les deux cas, il est plus qu'évident que cet aménagement du temps de travail des femmes réduit l'aspect impératif de la participation des hommes au travail domestique et que si certains participent quand même un peu, leur participation a le statut d'une aide.

Depuis toujours les femmes ont tellement intériorisé leur rôle premier de maîtresse de maison, de femme au foyer, que le patronat est apparu comme un bienfaiteur en leur permettant de concilier tra-



vail professionnel et travail domestique (ceci quand le salaire du mari le permet). Les femmes de ce fait non seulement ne culpabilisent plus de leur présence insuffisante au foyer, mais en plus elles s'organisent, de telle façon que tout soit fait à la maison, quand le mari et les enfants arrivent pour être disponible. Le patronat a « bien joué », non seulement il a trouvé de la main-d'œuvre à bon marché pour les tâches inintéressantes mais en plus il fait faire de grands pas en arrière à l'idée qui commençait à entrer dans les mœurs : le partage des tâches.

## Que faire ?

Une femme qui demande un travail à temps partiel et par la même occasion prend à son compte le travail domestique aura plus de mal, si elle le désire, à revenir à temps complet pour deux raisons essentielles :

- d'une part, la législation n'offre aucune garantie de retour automatique au temps complet quand la travailleuse le demande ;
- d'autre part, elle se heurtera à la grande difficulté de faire changer le comportement de son mari : repartage des tâches, changement des habitudes... Comment est-il possible de répondre aux problèmes immédiats des femmes tout en continuant à agir sur le partage des tâches ? La seule solution apparaît dans une réduction massive du temps de travail pour toutes et tous. L'égalité des femmes et des hommes devant toutes sortes d'emplois pourra apporter des solutions concrètes au partage des tâches domestiques, et à la libre disposition de son temps.

A.C

## Petite bibliographie (en vente à la librairie du M.L.)

- *Bulletins* (numéros 1, 2 et 3) de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.
- « Femmes, modes d'emplois », *Les nouvelles questions féministes* n°14-15, hiver 1986.
- *Mais qui a peur du travail des femmes ?*, Margaret Marvani, éd. Syros.
- « Nouvelles pauvretés, nouvelles sociétés », *Les Cahiers du G.R.I.F.* n°30.

## Du bon usage de la précarité

**H**ORAIRE variables, comprimés, décalés, à temps réduits : telles se présentent les perspectives d'emploi pour une majorité de femmes. Bien qu'aujourd'hui plus personne ne revienne sur ce droit au travail, les femmes n'en demeurent pas moins ses premières victimes.

## Persistence du travail ménager des femmes

Champ d'expérimentation social, les femmes s'affrontent à une double logique : une évacuation plus ou moins bien canalisée, amplifiée, déguisée du marché du travail ou leur maintien sur celui-ci à un prix individuel très élevé. Du saucissonnage des journées de travail à l'allocation versée à la mère de famille nombreuse, la palette du fragmentaire est tout aussi largement utilisée par les entreprises, qu'acceptée par les femmes.

Bien qu'une enquête de l'I.N.S.E.E. de 1975 ait montré que la durée moyenne du travail hebdomadaire des femmes est inférieure de sept heures à celle des hommes, elles consacrent 15 heures de plus qu'eux aux tâches ménagères. Cette double journée impose une rigidité sociale qui n'autorise pas les travailleuses à calquer leurs horaires sur ceux de l'entreprise. Cet emprisonnement temporel est pérennisé par la recrudescence de la politique nataliste : les prises en charge collectives de l'« élevage » des enfants sont largement remises au rancart des idées post-soixantehuitardes féministes, sans pour autant réussir à endiguer les demandes d'emplois. Travailler ou rechercher un emploi à ce prix conduit les femmes à trouver des solutions d'accommodement individuel et non pas collectif.

## Crise et emploi des femmes

Parallèlement à cette situation vécue quasiment comme normale par beaucoup, la restructuration, les suppressions de postes ont touché principalement les hommes : régionalement ou par secteur industriel, les emplois féminins peuvent devenir ainsi les principales sources de revenu pour les couples ou la demande des femmes d'entrer sur le marché du travail s'enflamme soudainement. Le salaire d'appoint devient ainsi la source principale de revenu.

Le prix d'entrée sur le marché de l'emploi étant celui de l'acceptation de la précarité, des variabilités horaires, voire du partiel, les femmes ont depuis longtemps expérimenté une situation qui tout en se modifiant s'élargit à la masse des chômeurs. Et ce qui paraissait justifié, puisque non fondamentalement nécessaire, devient une condition objective d'acceptation d'un poste de travail. Néanmoins on peut ajouter que, même face à une situation identique, les processus de différenciations des conditions de travail entre hommes et femmes agissent également sur les garanties sociales et professionnelles.

Autant les négociations ont porté collectivement sur la fourchette des réinsertions et reconversion (genre prétraite, formation, réduction horaire avec réduction salariale amoindrie) pour les hommes, autant ces pratiques d'attente ou de sortie se sont faites sur le mode individuel pour les femmes. Ces dernières formant les bataillons des stages les moins performants (ne débouchant pas ou ne préparant pas directement à un emploi qualifié). Cette diversification des régimes apparaît intangible : ces formes d'aménagement du temps de travail ou les contenus des formations n'offrant aucun choix (si ce n'est celui du refus). Cette différenciation profonde pose crûment la question du non-partage et celui de la solidarité. Sans solidarité il ne peut y avoir partage égalitaire du travail.

## Inégalité dans la précarité

L'avenir accentuera ce décalage dans la mesure où les secteurs, comme le tertiaire, employant majoritairement une main-d'œuvre

heures devant produire une embauche massive. Au contraire, cette transformation des rapports (du collectif à l'individuel) se subordonne à l'accroissement de la productivité : on se situe non plus par rapport aux droits sociaux mais bien par rapport à la « réalité de l'entreprise ».

Cette logique, que la politique menée par le gouvernement induit, n'apporte ni une solution au travail des femmes ni une garantie au statut des travailleurs. Ces décalages entre les uns et les autres demeurent : ils sont hissés vers le haut ou tirés vers le bas selon la conjoncture. L'acceptation par l'ensemble des organisations ouvrières de la précarité, de la flexibilité pour les... autres (les femmes et les jeunes) nous conduit-elle aujourd'hui à une égalité devant les nécessités de l'entreprise ?

Dans la mesure où le droit au travail pour tous est inégalitaire et sexué historiquement, que les femmes ont servi de cobayes sociaux pour les nouvelles techniques d'exploitation, on peut dire qu'il y a également inégalité devant la précarité. La crise économique, accen-



fémminine, sont touchés par la restructuration née d'une amélioration de la productivité offerte par les nouvelles technologies. Même si la montée rapide du chômage au cours de ces dernières années, ajoutée à l'évacuation massive des postes s'attachant essentiellement une main-d'œuvre féminine, n'a pas mordu sur le principe du partage de l'emploi, celui-ci devient plus ou moins élastique. Personne ne revient sur le droit des femmes à postuler à un emploi, bien que la pratique suive difficilement.

Devant le chômage, il n'y a pas de partage de la misère. Les droits sociaux sont « sexués », « âgés » et « colorés ». Les limites de la politique contractuelle, depuis 1984, induisent un positionnement individuel des salariés face aux horaires et à l'abandon des objectifs de création d'emploi : la semaine de 35

tant le rôle financier des emplois féminins tout en fragilisant les emplois masculins, n'en réduit pas pour autant les inégalités. Les soubresauts de la crise les menant vers un mieux ou un pire, mais ne remettent pas en cause fondamentalement le partage du travail.

Le monde du travail s'est construit dans celui de l'inégalité et l'entrée plus ou moins réussie des femmes dans l'entreprise n'en a pas lézardé les fondements. Profitions donc des modifications et des secousses qui le tiraillent pour repenser les questions d'égalité et de choix devant l'élasticité plus que « rigide » des politiques d'embauche et de partage du travail. Et surtout examinons à quel prix nous devons les payer.

Thyde ROSELL



NOTE DE LECTURE

Jean Ziegler  
ou le jet-set du tiers-mondisme

JEAN ZIEGLER, universitaire et tiers-mondiste, connaît tout le monde ou presque. Il discute avec Fidel Castro, Tomas Borge, Daniel Ortega ; il tutoie Mario Soares ; il coudoie Régis Debray ou Mario de Andrade ; il avait rencontré Amílcar Cabral, Samora Machel, Augustinho Neto et qui d'autre encore ? Cela nous donne des informations de première main dans son dernier livre, une fois qu'elles sont dégagées de leur mondanité de bon aloi, même si celle-ci se pare de la mystique tiers-mondiste.

Pour qui  
roule-t-il ?

Jean Ziegler est-il sincère, naïf ou roué ? On peut ressentir la passion qui l'anime pour ces « damnés de la terre », dont la misère physique ou morale nous est décrite avec une vérité poignante, et l'admiration qu'il éprouve pour les brillants intellectuels qui en constituent l'avant-garde. Mais bien que nous montrant qu'à chaque fois les mêmes causes produisent les mêmes effets (en Guinée-Bissau, en Angola, au Mozambique ou à Cuba), que l'autoritarisme introduit la suppression de la liberté, que le parti secrète le pouvoir, que le pouvoir appelle le parti, qu'il s'appuie sur tous les moyens possibles pour se perpétuer, Jean Ziegler nous dit : promis, cette fois c'est la bonne — le nouveau fétiche mis aujourd'hui en valeur, et avec brio, étant le « Nicaragua nationaliste révolutionnaire » — tout en compatissant à propos des « sur-déterminations » qui provoquent malheureusement — il n'y a rien d'autre à faire, n'est-ce pas ? — les mêmes dérives nationalistes, militaristes, dictatoriales ou même racistes.

Mais au détour des pages, le doute est de moins en moins permis : Jean Ziegler sait pour qui il roule quand il affirme, sans ciller, que Mitterrand et sa politique représentent un espoir de rupture dans le système impérialiste mondial (que ne vous parle-t-il pas de l'armée française au Tchad, au Liban, en Kanaky ou à Haïti en laissant tomber l'analyse des discours électoraux et démagogiques ?) et surtout quand il sous-estime le rôle de l'U.R.S.S., pas si impérialiste que ça, en tout cas de bonne volonté avec ces nouvelles nations du « tiers monde » qui ne sont tombées dans ses bras que par la méchanceté irréductible des Etats-Unis. Jean Ziegler, membre de cette organisation à la pointe de l'internationalisme qu'est l'Internationale socialiste, militant avec l'audace que l'on sait pour l'abolition des Etats, des nations et des frontières fratricides, contre tous les impérialismes, est le représentant typique de cette intelligensia qui se veut à gauche de la social-démocratie mondiale et qui couvre de belles envolées lyriques sur la révolution, les pratiques les plus sordides ou les plus réactionnaires des différents gouvernements, des appareils politiques. C'est le Chevenement d'avant la Marseillaise à l'école et d'avant le néo-républicanisme, celui qui glo-sait sur Gramsci, les conseils ouvriers, la rupture d'avec le capitalisme !

D'ailleurs, c'est bien de républicanisme qu'il s'agit. Jean Ziegler multiplie les comparaisons entre les nouvelles nations du « tiers monde » issues d'un processus révolutionnaire et la Révolution française avec son Etat moderne. Il met en place tout un arsenal théorique — en définitive classiquement

marxiste, bien que saupoudré de culturalisme nationaliste — pour nous persuader de l'authenticité de ce processus. Il oublie de rappeler que le découpage de la quasi-totalité de ces nouveaux Etats est dû au colonisateur ou à l'impérialiste qui l'a bien souvent tracé au cordeau sur une carte ! Bien qu'il évoque les rivalités tribales qui ont surgi dans les révolutions d'Angola, du Mozambique ou de la Guinée-Bissau (on pourrait même y inclure le cas des Miskitos au Nicaragua), il ne fait pas le lien avec l'absurdité de l'entité étatique qui ne correspond à aucune entité ethnique ou culturelle. L'Asie constitue parfois une exception à cet égard et ce n'est pas un hasard si elle n'est pas abordée dans le livre : les bourgeoisies nationales-étatiques y sont plus précoces, on voit mieux ce qu'elles ont

modernisation de l'exploitation, de l'oppression et de la domination. Les gabegies de Marcos, de Pol Pot, de Somoza ou de Duvalier ont un temps lorsque la révolte populaire menace de tout renverser. Bien entendu pour Jean Ziegler, se sont les meilleurs qui gagnent, c'est-à-dire les ligues tiers-mondistes ou néo-nationalistes au sein des partis marxistes-léninistes, les autres pays devant se contenter d'être catalogués de « proto-nations » (sic).

Ces constantes théoriques et pratiques en faveur du jacobinisme, de l'étatisme moderne ou du parti dirigeant, qui en reviennent toujours à une justification de l'évolution totalitaire de la Révolution russe et donc à une abolition de la politique soviétique actuelle, apparaissent clairement au milieu de tout un pathos tiers-mondiste sur ces pau-



pu faire sous le masque de la révolution.

Lutte de classes  
et nationalisme

Jean Ziegler constate bien qu'il y a des phénomènes (l'héritage africain et le Cabildo à Cuba ; l'indianité en Amérique latine) qui non seulement échappent à la compréhension de l'appareil marxiste-léniniste ou à celle de la théorie marxiste tout bonnement, mais qui en sont également les victimes par la répression. On attend en vain la conclusion anti-autoritaire, anti-marxiste et anti-étatique. Peu importe si la lutte des classes entre en contradiction avec le nationalisme, c'est ce dernier qui doit triompher et tout lui est subordonné : d'où les fronts pluriclassistes, l'intégration de différents secteurs de l'ancienne bourgeoisie (Nicaragua, Mozambique), le refus des fronts régionaux ou continentaux (nouvelle version du « socialisme dans un seul pays » stalinien) qui traduiraient une véritable solidarité internationale mais qui mettraient à nu les véritables antagonismes de classes ou mettraient en cause les frontières, les Etats, les entités plus ou moins fictives de nation, bref qui montreraient le véritable enjeu : le pouvoir, que les nouvelles classes dirigeantes veulent conquérir.

De fait, Jean Ziegler cache sous l'idée de nation le processus d'instauration localisée d'un Etat moderne, gestionnaire, efficace, qui repose sur l'abstraction du « bien commun » et de « l'intérêt général », contre l'Etat féodal ou autocratique qui profite non pas à une seule classe mais à une seule caste. En ce sens, on peut bien comparer Somoza à Louis XVI ou Robespierre à Tomas Borge. Allons plus loin, et ajoutons qu'il s'agit d'une nécessité dictée à la fois par la transnationalisation de l'économie et par la politique des blocs. Politique, sociale ou économique, il faut une

vres nègres, ces malheureux indiens et ces révolutions en haillons. L'opération idéologique n'en est que plus écœurante, d'autant plus que cela ne date pas d'hier ! Jean Ziegler est de ces Cohn-Bendit qui hurlaient « C.I.A. ! C.I.A. ! » au congrès de Carrare en 1968 lorsque les anarchistes dénonçaient le régime castriste, tiers-mondiste certes, dictatorial assurément.

Philippe PELLETIER

Ziegler Jean, 1985, « Contre l'ordre du monde, les Rebelles, mouvements armés de libération nationale du tiers monde », Paris, éditions Seuil, collection Points politique, 604 pp.

Programmes  
de Radio-Libertaire

Jeudi 19 février

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les chanteurs de blues dans l'« utopie », en ce début d'année 1987.
- « Femmes en liberté » (12 h à 14 h) : les femmes indiennes.
- « Si vis pacem » (17 h 30 à 18h 30) : Gérard Lecha pour son livre
- « Cinq milliards d'otages » aux éditions Vrac.
- « Les souris et les femmes » (20 h 30 à 22 h 30) : les folles.
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : 20 ans de jazz en France.

Vendredi 20 février

- « Les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : les « news » dans le noir.
- « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : Frédéric Lepage, auteur de « La Fin du 7<sup>e</sup> Jour » (éditions Laffont) : la politique fiction totalement immergée dans le réel et dans l'histoire contemporaine.
- « L'invité quotidien » (19h à 21 h) : la Ligue des droits de l'homme vit-elle d'amour et d'eau fraîche ?, avec Bernard Vallon et Marc Chataignat.

Samedi 21 février

- « Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : les femmes et la crise, avec de nombreuses invitées.
- « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : quel syndicalisme ?
- « De bouche à oreilles » (14 h 30 à 16 h 30) : Jacqueline Dano, Véronique Pestel, Ramon Finster.

Dimanche 22 février

- « Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : le difficile baptême d'Ali Sînrilloglu (alias Günter Walraff, alias « Tête de Turc »).
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission spéciale sur le whisky (fabrication, guerre des distilleries, le tout avec musique adaptée), animée par un connaisseur : Yves Tison.
- « Jazz en bleu » (14 h 30 à 16 h 30) : autour de Louis Armstrong et Duke Ellington.

Lundi 23 février

- « Chronique du lundi » (9 h à 11 h) : actualité de la semaine, revue de presse.

Mardi 24 février

- « Music Hall » (10 h à 12 h) : l'équipe du T.L.P. vous présente les spectacles exceptionnels du printemps.
- « Destination ruptures » (17 h à 18 h 30) : structures et conjonctures économiques.

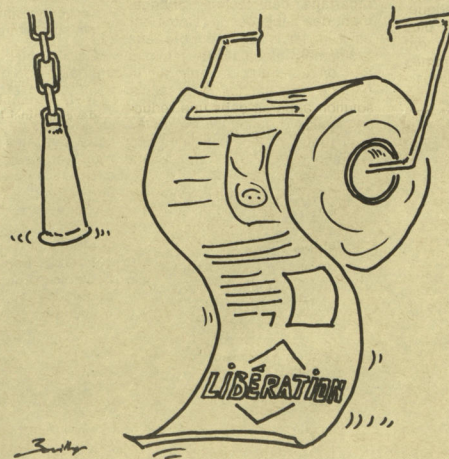
Mercredi 25 février

- « Histoires courtes » (14 h à 15 h 30) : nouvelles, contes, poèmes et musiques.
- « Sens Interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : le cancer (1<sup>ère</sup> d'une série en projet) avec le Pr Lacronique (Institut Curie).

Spécial copinage

- En hommage à Jacques Florencie, M. Robine, M. Morelli, B. Meulien et G. Pierron chantent Coué et les poètes. Une seule représentation aura lieu samedi 21 février, à 20 h 30, au Centre culturel, 199 bis, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup> (tel. : [16.1] 42.71.99.17). Prix des places : 65 F.
- Francisco Montaner est le 19 février au T.L.P.-Dejazet (41, boulevard du Temple, Paris 3<sup>e</sup>) et chante, à 20 h 30, Lorca, Machado, Guilene, Paz et Neruda (à la guitare d'accompagnement : Nino Gema). Prix des places : 90 F (60 F avec la carte de Radio-Libertaire).
- Au Chthéa, 112, rue Oberkampf, Paris 11<sup>e</sup>, le samedi 14 mars, à 22 h 15, Christian Pacoud (« dealer de mots »). Participation aux frais : 50 F. Renseignements et réservations : (16.1) 43.57.99.26.

LE DESSIN DE LA SEMAINE



« LIBÉ » EN BLEU, A L'ENCENS, EN TISSUS... A QUAND LE « PAPIER CUL » ?



EMILE MASSON ET LA QUESTION BRETONNE (2<sup>e</sup> PARTIE)

## La langue internationale et les langues nationales

**N**OUS publions, cette semaine, une seconde page « archive » consacrée à Emile Masson. Écrit en 1912, *La langue internationale et les langues nationales* pose clairement le problème de l'attitude des anarchistes vis-à-vis de celles-ci. C'est à propos de ce débat que Masson est le plus clair et sans ambiguïté, alors que nombre d'anarchistes ne perçoivent pas l'enjeu de la langue bretonne. C'est cette situation qu'il déplore et condamne sans complaisance dans un article paru le 29 mars 1913 dans *Les Temps nouveaux*. S'il fait preuve d'un optimisme démesuré et idéalise la Bretagne et les Bretons, il n'en reste pas moins qu'il fut un des seuls à avoir perçu l'intérêt de la défense de la spécificité de cette région.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

Il semble qu'il y ait conflit, dans l'esprit de plusieurs camarades, entre les destinées d'une langue internationale (ido, espéranto) et celles des langues nationales. Celles-ci leur sont comme autant de frontières-prisons, œuvres de la société capitaliste, que les travailleurs doivent abattre pour édifier la libre cité internationale où la même langue sera parlée par tous.

## Nécessité d'une langue internationale

Si nombreux et si puissants sont les arguments en faveur d'une langue internationale qu'il serait puéril de songer à les combattre, au cas où on aurait quelque velléité de le faire. Il va de soi qu'il faut une langue internationale, qu'il faut par tous les moyens possibles la répandre ; qu'elle constitue, au même titre que le pain pour vivre, le besoin le plus immédiat du prolétariat international.

En doit-on conclure la guerre aux langues nationales ? Songer à détruire les langues nationales pour l'amour d'une langue internationale serait, à mon avis, aussi absurde que de combattre l'idée d'une langue internationale pour l'amour des langues nationales.

Voyons les faits : à qui s'adresse ou plutôt doit s'adresser la propagande libertaire ? (...) Le travailleur de la terre est le producteur suprême. Il constitue partout l'immense majorité prolétarienne et son unique éducation, c'est de la paysanne qu'il la reçoit. Ce sont les paysannes qui feront triompher nos idées, c'est donc à elles qu'il faut nous adresser.

Est-ce en esperanto ou en ido que nous le ferons ? Ce serait supposer le problème résolu ! Il faudrait d'abord qu'elles le sachent ou qu'elles aient le temps de l'apprendre. Force nous est, hélas !, de nous servir de la langue qu'elles comprennent ; c'est-à-dire leur langue maternelle.

## Propagande dans la langue maternelle

Dans la plupart des cas, ces langues maternelles sont des langues nationales, enseignées dans des écoles (reconnues par l'Etat). Il est ainsi relativement facile aux libertaires d'atteindre leur but. Néanmoins qu'ils prennent garde à ce fait important : la langue maternelle n'est pas toujours identique à la langue officielle. Très nombreux sont les patois, dialectes locaux, etc., non enseignés dans les écoles. Il n'échappe à aucun libertaire conscient que la langue d'un monsieur de Barrès (Maurice), par exemple, ou même de Jean Grave n'est pas absolument celle que com-

prennent les rustres de Provence ou de Bretagne.

Considérons les faits en Bretagne. Il y a ici un million au moins de Bretons qui parlent une langue non enseignée dans les écoles (non reconnue par l'Etat). Ce n'est pas un patois, c'est une véritable langue qui a son histoire, sa grammaire, sa littérature. Quelle sera l'attitude d'un libertaire en face de ce fait ? Ignorera-t-il l'existence de cette langue ou bien, s'il sait qu'elle existe, travaillera-t-il à la détruire ? Qu'il fasse l'un ou l'autre, les résultats sont connus d'avance : l'ignorance des libertaires, ni l'adoption vis-à-vis de la langue bretonne des méthodes d'extirpation séculairement employées par les gouvernements divers — en admettant que ces méthodes fussent dignes de libertaires —, rien n'empêche les Bretons de parler leur langue. Et la propagande libertaire française ne touche pas un million de prolétaires qui ne veulent pas prêter l'oreille à quiconque (sauf à leurs prêtres) ne parle pas leur langue à eux.

Conclusion ! La propagande libertaire, où qu'elle se fasse, doit adopter le dialecte du pays ne fut-ce que dans le but unique de propager l'idée, l'adoption d'une langue internationale. Une crainte s'élève dans l'esprit de plus d'un camarade : adopter pour la propagande libertaire, orale ou écrite, patois et dialecte locaux, n'est-ce pas jouer avec le feu, risquer de rebâtir la Babel humaine, de rendre une vigueur nouvelle à ces sources infinies de méconnaissance mutuelle que furent toujours les parlers divers, en un mot d'arriver à un but précisément inverse de celui auquel on prétend aller ? Crainte chimérique, d'autant plus que l'usage des dialectes peut n'être considéré par les libertaires que comme l'unique moyen à leur portée de convertir à leur idée maîtresse de l'adoption d'une langue internationale l'immense prolétariat des campagnes.

## La langue du peuple

Mais il y a mieux à dire. En admettant qu'ils fussent, en travaillant au moyen des dialectes locaux à l'adoption d'une langue internationale, donner un regain de vie aux divers dialectes ; où serait le mal ? Encore une fois qu'on n'oublie pas que, si les langues nationales officielles, académiques, sont bien, elles, des créations factices et politiques en quelque sorte des vainqueurs, il en est tout autrement des vraies langues populaires que sont patois, dialectes, idiomes (langues vaincues, non reconnues par l'Etat). Ce sont des créations spontanées, organes naturels de millions et de millions d'individus sur qui pèse lourdement depuis toujours la loi capitaliste.

(...) En servant accidentellement et pour les besoins de la propagande les dialectes locaux, les libertaires augmentent du même coup, et de

façon incalculable, leurs chances de pénétration parmi les paysans car ils flattent en même temps ainsi chez eux leurs plus intimes et leurs plus

anciens instinct révolutionnaires.

Il reste à dire, et les libertaires ne sauraient nier la valeur de ce dernier argument, qu'une langue maternelle témoigne de la vitalité d'un peuple. Si le style c'est l'homme, une langue c'est un peuple. La langue d'un peuple c'est l'image de sa libre individualité, l'œuvre spontanée de son génie. Elle est son génie même qui s'extériorise et s'incarne dans les chansons, les poèmes populaires, comme s'incarne en une cathédrale le génie des foules croyantes. S'il en est ainsi, loin de s'acharner à briser cette vivante sculpture enfantée par les siècles dans la douleur et dans la joie, que les libertaires s'efforcent de l'embellir encore et de la perfectionner, qu'ils fassent porter de nouveaux fruits à leurs langues maternelles ; jusqu'à ce que, à son tour, par leurs labeurs incessants, la langue internationale, devenue la langue internationale de tous les peuples, porte à son tour pour tous les hommes ses fruits miraculeux. (...)

BRENN

(« Les Temps nouveaux »  
6 juillet 1912)

Les intertitres sont de la rédaction du  
« Monde libertaire » (N.d.R.).



## Adieux à la propagande bretonne

**L**E total des souscriptions a été de 27,75 francs au milieu du mois dernier. Depuis, nous avons reçu de deux autres camarades (J.-B. à Landivisiau et le D. M. à Tours) la somme de 5 francs. En tout : 32,75 francs. En deux mois ! Les deux numéros de *Brug* (janvier et février) ont coûté 45 + 26 = 71 francs. Je ne compte pas les frais d'envoi, de correspondance, etc., à notre charge (à Gwesnou et à moi). Différence : 71,00 - 32,75 = 38,25 francs. C'est notre note à payer. Mais voici ce que j'ai à dire : dans le même temps (deux mois), janvier et février, les catholiques bretons ont lancé une revue mensuelle pour enfants : *Arvorik* et les souscriptions atteignent 969,10 francs.

Eloquent leçon de choses qui pourrait se passer de commentaire. Mais les camarades étaient sans doute aveugles et sourds, il me faut commenter...

## Propagande antipatriotique et libération nationale

Ceux d'entre eux — rares — qui ont daigné, m'ont fait cette objection : *Antée* et *Brug* parlent de propagande de nos idées par la langue bretonne. Parfait ! nous vous suivons (à raison de 32 francs en deux mois), mais *Antée* et *Brug* vont plus loin... Par la langue bretonne, ils tendent à la reconnaissance d'une nationalité bretonne... étrange et périlleuse contradiction ! Une propagande antipatriotique (par hypothèse) aboutissant à une résurrection patriotique (en fait).

Et du coup, voilà Gwesnou et Brenn effondrés sous le ridicule. Très bien, camarades, mais considérons la Finlande. Admettez-vous qu'elle soit russifiée ? Je ne ferais pas à des disciples de

Bakounine et de Kropotkine l'injure de le croire. Alors ? Si vous vous élevez si haut contre la russification de la Finlande, pourquoi vous asseoir si bas sur la francisation de la Bretagne ? Ce n'est pas la même chose, vous écrivez-vous en chœur ! La Finlande est une nation distincte. Son absorption par un Etat plus fort est un crime de lèse-humanité... Droit des peuples, etc. Mais la Bretagne n'est pas une nation distincte ! Du reste, l'absorption de la Bretagne par la France est une victoire de la révolution sur la réaction !

Sublimes camarades ! La Bretagne n'est pas une nation distincte... politiquement ! Le jour où le grand ours aura serré une patte définitive sur le cou de la Finlande, la Finlande non plus ne sera plus une nation distincte. En ce temps-là, que vous verrez, vous vous asseoiriez donc sur la Finlande ? Car il est évident qu'une nation distincte, c'est pour vous un phénomène politique ? Mais ce phénomène naturel, historique, d'avoir quinze siècles d'histoire distincte, une langue et une littérature distinctes, une économie sociale, un tempérament, une énergie distincts, ce phénomène-là pour vous ne compte pas. En vérité, pour un peu, vous m'accuseriez d'inventer la Bretagne et la conscience nationale des Bretons !

## Les évangélistes révolutionnaires

Eh bien, à votre aise. Moi, sentimentelle avancée, très avancée, dans ce pays-ci, mon devoir est de vous dire ce que je vois. Après ça, je m'en lave les mains. Or je vois que ce pays-ci constitue une nation distincte, qu'il est acquis d'avance précisément à ceux qui ont la sagesse de le reconnaître comme tel, et qui flattent et exploitent à leur profit sa conscience natio-

nale : aux réactionnaires ! Je vois et je dis que c'est là l'unique secret de leur toute puissance ici, et je déclare une dernière fois aux camarades que, s'ils veulent, eux aussi, flatter et exploiter pour nos idées ce sentiment-là, en une génération, ils feront de ce refuge de la réaction l'avant-garde révolutionnaire, car les Bretons sont essentiellement libertaires et ils tiennent par dessus tout à leur indépendance morale et économique. Je vois et je déclare que, si ce pays est le refuge de la réaction, c'est la faute des révolutionnaires, qui n'ont pas su gagner à eux et qui font tout ce qu'ils peuvent pour anéantir en tant que peuple un peuple essentiellement révolutionnaire, par le seul fait qu'ils lui refusent le droit de parler sa langue. (...)

Je le redis aux camarades : en vingt ans, voulez-vous conquérir définitivement à la révolution un million de paysans, libertaires d'âme ? Et bien faites comme les pères jésuites. Empoignez le bâton et la besace, et parcourrez la Bretagne de ferme en ferme : évangélisez révolutionnairement nos campagnes en Bretagne et chantez-y vos « cantiques révolutionnaires » en breton ! Hors de là, pas de salut ! Il y a ici un peuple d'une vitalité inouïe, qui est plein d'une volonté inouïe d'être à nous : parlez lui sa langue ! C'est l'unique moyen de l'arracher aux sacristies, aux alcools ou... à l'exploitation bourgeoise, fonctionnariste, française ou parisienne.

Et maintenant adieux ! Aux rares camarades qui ont compris, merci ! Aux autres, je souhaite de trouver quelque salive miraculeuse qui leur décrive enfin les yeux et les oreilles !

BRENN

(« Les Temps nouveaux »  
29 mars 1913)

Les intertitres sont de la rédaction du  
« Monde libertaire » (N.d.R.).

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.